



**MUNICIPALITÉ DE CASSELMAN
ORDRE DU JOUR
RÉUNION ORDINAIRE**

le mardi 24 septembre 2019, 18 h 00

Salle Communautaire du Complexe J.R. Brisson Complex Community Hall
758 Brebeuf, Casselman, ON, K0A 1M0

1. OUVERTURE DE L'ASSEMBLÉE

2. MODIFICATIONS DE FORME À L'ORDRE DU JOUR

3. ADOPTION DE L'ORDRE DU JOUR

4. DÉCLARATION(S) D'INTÉRÊT

5. DÉLÉGATIONS

5.1 La famille Léger - Égoûts sanitaires

6. MOT DU MAIRE ET DES CONSEILLERS

7. ADOPTION DES PROCÈS-VERBAUX

7.1 Réunion régulière du 10 septembre 2019

8. ADOPTION DES RECOMMANDATIONS DES COMITÉS DU CONSEIL

9. RÉCEPTION DES RAPPORTS DES MEMBRES DE L'ADMINISTRATION

9.1 Direction générale / Trésorerie / Bureau de la Greffe

9.1.1 DG-013-2019 - Locations de locaux au 750 Principale (SEFA) - Groupe Kawabunga

9.1.2 GR-035-2019 - Demande de don - Corps de Cadets

9.2 Services récréatifs et des loisirs

9.2.1 RL-031-2019 - Demande de salle gratuite - Citizen Advocacy

9.3 Services physiques

9.4 Services techniques

9.5 Département de construction

9.6 Services des travaux publics et aménagements

9.6.1 TP-009-2019 - Problème de pucerons dans les arbres près du stationnement du Havre

9.7 Sécurité communautaire et incendie

10. RÈGLEMENTS MUNICIPAUX

10.1 2019-XXX pour appointer des inspecteurs en bâtiment et pour abroger des règlements connexes

10.2 2019-XXX pour modifier l'annexe VIII du règlement 2006-182 (circulation et stationnement)

10.3 2019-XXX pour réglementer les appareils extérieurs chauffants à combustion et abroger le règlement 2017-069

11. AFFAIRES DÉCOULANT DES RÉUNIONS PRÉCÉDENTES

11.1 Pamphlets du centre d'information touristique de Casselman hors saison

11.2 Poubelles à l'intérieur de la Municipalité

12. NOUVELLES AFFAIRES

12.1 Poste vacant - Travaux Public

13. CORRESPONDANCE

13.1 Ministère du transport - Projet pilote

13.2 Urbaniste et foresterie travaux public Prescott Russell - Carrefour giratoire

13.3 Conservation de la Nation Sud - Lettre au Ministère de l'Environnement, de la protection de la nature et des parcs

14. PÉRIODE DE QUESTIONS DU CONSEIL AUX CHEFS DE L'ADMINISTRATION

La période de question du Conseil aux chefs de l'administration a lieu à la première réunion du mois.

15. PÉRIODE DE QUESTIONS RÉSERVÉE AU PUBLIC

16. AVIS DE MOTION

17. HORAIRE DES RENCONTRES

18. ÉVÉNEMENTS À VENIR

18.1 Festival de Noel - 28 novembre au 1er décembre 2019

19. HUIS CLOS

20. RÈGLEMENT POUR CONFIRMER LES PROCÉDURES DU CONSEIL

20.1 2019-XXX pour confirmer les procédures du conseil pour la réunion ordinaire du 24 septembre 2019

21. AJOURNEMENT



**MUNICIPALITY OF CASSELMAN
AGENDA
ORDINARY MEETING**

Tuesday, September 24, 2019, 6:00 P.M.

Salle Communautaire du Complexe J.R. Brisson Complex Community Hall
758 Brebeuf, Casselman, ON, K0A 1M0

- 1. OPENING OF THE MEETING**
- 2. TECHNICAL AMENDMENT TO THE AGENDA**
- 3. ADOPTION OF AGENDA**
- 4. DISCLOSURE OF INTEREST**
- 5. DELEGATIONS**
 - 5.1 The Léger family - Sanitary sewers
- 6. MAYOR'S & COUNCILLORS MESSAGE**
- 7. ADOPTION OF MINUTES OF PREVIOUS MEETING**
 - 7.1 Regular meeting held September 10th, 2019
- 8. MUNICIPAL ADOPTION OF THE RECOMMENDATIONS OF THE MUNICIPAL COUNCIL COMMITTEES**
- 9. RECEIVING OF REPORTS FROM THE APPOINTED MUNICIPAL OFFICIALS**
 - 9.1 Management / Finance / Clerk's Office
 - 9.1.1 DG-013-2019 - Location rentals at 750 Principale (SEFA) - Kawabunga Group
 - 9.1.2 GR-035-2019 - Donation Request - Corps de Cadets
 - 9.2 Recreation and Leisure Services
 - 9.2.1 RL-031-2019 - Free hall request - Citizen Advocacy
 - 9.3 Physical Services
 - 9.4 Technical Services
 - 9.5 Construction Department

9.6 Public Works and Maintenance

9.6.1 TP-009-2019 - Tree issues at the parking lot located near the Havre

9.7 Community Safety and Fire Department

10. MUNICIPAL BY-LAWS

10.1 2019-XXX to appoint building inspectors and to repeal anterior relative by-laws

10.2 2019-XXX to amend schedule VIII of by-law 2006-182 (traffic and parking)

10.3 2019-XXX to regulate outdoor solid fuel combustion appliances and to repeal by-law 2017-069

11. UNFINISHED BUSINESS FROM PREVIOUS MEETINGS

11.1 Casselman Tourist Information Centre pamphlets during the off season

11.2 Garbage bins inside the Municipality

12. OTHER BUSINESS

12.1 Vacant position - Public Works

13. CORRESPONDENCE

13.1 Ministry of transportation - Pilot project

13.2 Prescott Russell Planning and Forestry Public Works - Roundabout

13.3 South Nation Conservation - Ministry of the Environment, Conservation and Parks

14. QUESTION PERIOD FROM THE MEMBERS OF COUNCIL TO DEPARTMENT HEADS

The question period from the members of Council to the department heads is held at the first meeting of the month.

15. QUESTION PERIOD RESERVED TO THE PUBLIC

16. NOTICE OF MOTION

17. SCHEDULING OF MEETINGS

18. UPCOMING EVENTS

18.1 Christmas Festival - November 28th to December 1st

19. CLOSED SESSION

20. BY-LAW TO CONFIRM COUNCIL PROCEDURES

20.1 2019-XXX to confirm Council procedures of regular meeting of September 24th, 2019

21. ADJOURNMENT



MUNICIPALITÉ DE CASSELMAN
ASSEMBLÉE ORDINAIRE

le mardi 10 septembre 2019, 18 h 00
Salle Communautaire du Complexe J.R. Brisson Complex Community Hall
758 Brebeuf, Casselman, ON, K0A 1M0

Conseil	Maire Daniel Lafleur Conseiller Paul Groulx Conseiller Mario Laplante Conseiller Francyn Leblanc Conseiller Marcel Cleroux
Personnes ressources	Linda Desjardins-Bergeron, Administratrice en Chef et Trésorière Sébastien Dion, Greffier Alain Castonguay, Directeur des services physiques Pierre Thibault, Gestionnaire des services récréatifs et des loisirs Sylvain Boudreault, Urbaniste Marc-André Décoeur, Chef du service de bâtiment Alain Ménard, Chef Pompier

1. OUVERTURE DE L'ASSEMBLÉE

En accord avec le règlement 2019-001, M Paul Groulx débute l'assemblée en tant que président en attente de l'arrivée du maire Lafleur. Maire Lafleur arrive à 17 h 45 et préside le reste de l'assemblée.

Resolution 2019-351

Proposé par: Mario Laplante

Appuyé par: Marcel Cleroux

Qu'il soit résolu que la présente assemblée soit ouverte à 17 h 30.

Adoptée

2. MODIFICATIONS DE FORME À L'ORDRE DU JOUR

Resolution 2019-352

Proposé par: Mario Laplante

Appuyé par: Francyn Leblanc

Qu'il soit résolu que les procédures de Conseil soient suspendues temporairement pour ajouter (1) item à l'ordre du jour :

Item 12.5: Connexion aux égouts sanitaires municipaux dans le secteur Nord-Ouest Rivière Nation.

Adoptée

3. ADOPTION DE L'ORDRE DU JOUR

Resolution 2019-353

Proposé par: Francyn Leblanc

Appuyé par: Marcel Cleroux

Qu'il soit résolu que l'ordre du jour soit accepté, avec 1 ajout.

Adoptée

4. HUIS CLOS

Resolution 2019-354

Proposé par: Mario Laplante

Appuyé par: Marcel Cleroux

Qu'il soit résolu que la présente assemblée soit ajournée pour une session à huis clos afin de traiter des questions relatives aux articles 239 (2) de la Loi sur les municipalités, 2001, L.O. 2001, chapitre 25 afin de discuter des questions concernant :

1. Adoption du procès-verbal de la réunion du 27 août 2019
2. Renseignements privés concernant une personne identifiable, y compris un membre d'un conseil local - Art. 239 (2) b. Loi sur les municipalités

Adoptée

Resolution 2019-355

Proposé par: Mario Laplante

Appuyé par: Paul Groulx

Qu'il soit résolu que la réunion à huis clos soit ajournée à 18h20 afin de retourner en réunion régulière

Adoptée

5. DÉCLARATION(S) D'INTÉRÊT

6. DÉLÉGATIONS

1. Consultation publique budget 2020

Aucuns commentaires du publique

7. MOT DU MAIRE ET DES CONSEILLERS

8. ADOPTION DES PROCÈS-VERBAUX

1. Réunion régulière du 27 août 2019

Resolution 2019-356

Proposé par: Mario Laplante

Appuyé par: Francyn Leblanc

Qu'il soit résolu que le procès-verbal de l'assemblée suivante soit adopté tel que présenté :

Réunion ordinaire du 27 août, 2019

Adoptée

9. ADOPTION DES RECOMMANDATIONS DES COMITÉS DU CONSEIL

1. Réunion du 27 août 2019 du comité de planification

Resolution 2019-357

Proposé par: Francyn Leblanc

Appuyé par: Paul Groulx

Qu'il soit résolu que le procès-verbal de l'assemblée suivante soit reçu :

Réunion du 27 août 2019 du comité de planification.

Adoptée

10. RÉCEPTION DES RAPPORTS DES MEMBRES DE L'ADMINISTRATION

1. Direction générale / Trésorerie / Bureau de la Greffe

10.1.1 DG-012-2019 – Entente de feu avec la Municipalité de la Nation

Resolution 2019-358

Proposé par: Marcel Cleroux

Appuyé par: Mario Laplante

Qu'il soit résolu :

Que le Conseil de la municipalité de Casselman accuse réception du rapport administratif DG - 012 - 2019 et;

Que ladite entente soit pour les quatre prochaines années soit de 2020 à 2023 et;

Que le Conseil municipal approuve l'entente présentée, pour les coûts opérationnels associés au service d'incendie ainsi que les coûts d'amortissements avec la proposition suivante :

- Que les frais de 477\$ du taux du ministère des transports soient facturés à la Municipalité de la Nation lorsque le 46h de service par camion est dépassé.

Adoptée

10.1.2 GR-034-2019 - Demande de don du club de dance de Casselman

Resolution 2019-359

Proposé par: Mario Laplante

Appuyé par: Francyn Leblanc

Qu'il soit résolu que le conseil :

Accuse réception du rapport administratif GR-034-2019 de la greffe et;

Accepte de fournir le gymnase au 750 Principale de l'école SEFA pour les locations des cours de danse à 30% de rabais à condition que la politique de location de salle R8-2019 soit respecté et;

N'accorde pas de don monétaire de 500\$ et aucun rabais sur la salle communautaire du Complexe J.R. Brisson.

Adoptée

2. Services récréatifs et des loisirs

10.2.1 RL-029-2019 - Fête du Canada 2019

Resolution 2019-360

Proposé par: Paul Groulx

Appuyé par: Francyn Leblanc

Qu'il soit résolu que le conseil :

Accuse réception du rapport administratif RL-029-2019 du gestionnaire des services récréatifs et des loisirs et;

Procède à une révision du format de la fête du Canada 2020.

Adoptée

10.2.2 RL-030-2019 - Demande de salle gratuite du Programme Screen

Resolution 2019-361

Proposé par: Francyn Leblanc

Appuyé par: Paul Groulx

Qu'il soit résolu que le conseil :

Accuse réception du rapport administratif RL-030-2019 de la greffe et;

Accepte d'offrir gratuitement, la salle communautaire du complexe J.R. Brisson le 15 octobre de 9:00 à 13:00, pour une activité de dépistage de maladies chroniques tel que le diabète pour le programme Screen du Centre de Santé de l'Estrie.

Adoptée

3. Services physiques

4. Services techniques

10.4.1 TEC-019-2019 - Demande de retrait de l'application du contrôle des parties de lots - Lot EC du plan HO Wood 1885; partie du lot 10, Concession 6, Cambridge Partie 1 sur le Plan 50R3160

Resolution 2019-362

Proposé par: Mario Laplante

Appuyé par: Marcel Cleroux

Qu'il soit résolu que le conseil :

Accuse réception du rapport administratif TEC-019-2019 de l'urbaniste et;

Accepte la demande tel que soumise.

Adoptée

10.4.2 TEC-020-2019 - Demande de retrait de l'application du contrôle des parties de lots - Lots 1 et 117 du Plan 50M329 particulièrement les plans de références 50R10872 et 50R10875

Resolution 2019-363

Proposé par: Francyn Leblanc

Appuyé par: Paul Groulx

Qu'il soit résolu que le conseil :

Accuse réception du rapport administratif TEC-020-2019 de l'urbaniste et;

Accepte la demande tel que soumise.

Adoptée

10.4.3 TEC-021-2019 - Demande de modification au Zonage - ZON-03-2019

Resolution 2019-364

Proposé par: Francyn Leblanc

Appuyé par: Mario Laplante

Qu'il soit résolu que le conseil :

Accuse réception du rapport administratif TEC-021-2019 de l'urbaniste et;

Approuve la demande de modification de zonage ZON-03-2019 tel que soumise.

Adoptée

5. Département de construction

10.5.1 BAT-006-2019 - Expertise structurale des bâtiments modulaires pré-fabriqués

Resolution 2019-365

Proposé par: Marcel Cleroux

Appuyé par: Mario Laplante

Qu'il soit résolu que le Conseil:

Accuse réception du rapport administratif du directeur du service du bâtiment BAT-006-2019 concernant la démolition de (4) quatre bâtiments modulaires préfabriqués localisés sur la propriété du 750 rue Principale, Casselman et;

Suivent les recommandations de l'ingénieur structural, M. Francis Landry et de notre directeur du service du bâtiment dû à la santé et sécurité des occupants, de l'état structurale des bâtiments ainsi que d'après l'article 15.9(2) du code du bâtiment (unsafe buildings).

Rejetée

6. Services des travaux publics et aménagements

7. Sécurité communautaire et incendie

11. RÈGLEMENTS MUNICIPAUX

1. 2019-066 - Pour exempter certains terrains du contrôle des parties de lot sur le plan enregistré 50R3160 sur la rue Montcalm, Municipalité de Casselman, Comté de Russell

Resolution 2019-366

Proposé par: Mario Laplante

Appuyé par: Paul Groulx

Qu'il soit résolu que le règlement no 2019-066 pour exempter certains terrains du contrôle des parties de lot sur le plan enregistré 50R3160 sur la rue Montcalm, Municipalité de Casselman, Comté de Russell soit lu et adopté en 1^{re}, 2^e et 3^e lecture

Adoptée

2. 2019-067 - Pour exempter certains terrains du contrôle des parties de lot sur le plan enregistré 50M329 sur la rue Argile, Municipalité de Casselman, Comté de Russell

Resolution 2019-367

Proposé par: Francyn Leblanc

Appuyé par: Paul Groulx

Qu'il soit résolu que le règlement no 2019-067 pour exempter certains terrains du contrôle des parties de lot sur le plan enregistré 50M329 sur la rue Argile, Municipalité de Casselman, Comté de Russell soit lu et adopté en 1^{re}, 2^e et 3^e lecture

Adoptée

3. 2019-068 - ZON-03-2019 - Pour modifier le règlement de zonage 1996-635

Resolution 2019-368

Proposé par: Francyn Leblanc

Appuyé par: Mario Laplante

Qu'il soit résolu que le règlement no 2019-068 pour modifier le règlement de zonage 1996-635 soit lu et adopté en 1^{re}, 2^e et 3^e lecture

Adoptée

4. 2019-069 - Pour autoriser une demande de soumission d'emprunt pour la mise à jour du système de traitement des eaux usées

Resolution 2019-369

Proposé par: Paul Groulx

Appuyé par: Francyn Leblanc

Qu'il soit résolu que le règlement no 2019-069 pour autoriser une demande de soumission d'emprunt pour la mise à jour du système de traitement des eaux usées soit lu et adopté en 1^{re}, 2^e et 3^e lecture

Adoptée

12. AFFAIRES DÉCOULANT DES RÉUNIONS PRÉCÉDENTES

1. Projet d'ornithologie amateur sur le chemin Brisson
2. Pamphlet d'information pour propriétaires d'un terrain riverain
3. Demande de la bibliothèque publique de Casselman

Resolution 2019-370

Proposé par: Francyn Leblanc

Appuyé par: Paul Groulx

Qu'il soit résolu que le Conseil :

Suite à la demande de la bibliothèque publique de Casselman sous forme de la résolution 2019-072, tel qu'amendé, accepte d'accorder une enveloppe budgétaire de 4,419\$ provenant du budget opérationnel pour couvrir les dépenses occasionnées par l'embauche d'une employée intérimaire ainsi que les frais de publicité occasionnés par la dotation du poste de directrice générale.

Adoptée

4. Lampadaires sur la rue Principale

Resolution 2019-371

Proposé par: Mario Laplante

Appuyé par: Marcel Cleroux

Qu'il soit résolu que le Conseil :

Accepte et autorise le plan de financement suivant concernant le coût de 61,942.22\$ des travaux électriques des lampadaires sur la rue Principale :

1) 45,000\$ financé par la Corporation de la Revitalisation du centre-ville de Casselman

2) 10,000\$ financé par le compte "Comité de Revitalisation" et remplacera le fond autorisé pour une étude "Community Improvement Plan" budgétée en 2019

3) 6,942.22\$ financé par la Municipalité de Casselman et à remettre par la Corporation de la Revitalisation du centre-ville de Casselman en 2020 leur allocation budgétaire.

Adoptée

5. Connexion aux égouts sanitaires municipaux dans le secteur Nord-Ouest Rivière Nation

13. NOUVELLES AFFAIRES

1. Discussion sur le règlement de zonage 1996-635

14. CORRESPONDANCE

Resolution 2019-372

Proposé par: Mario Laplante

Appuyé par: Francyn Leblanc

Qu'il soit résolu que la correspondance 14.1 et 14.2 telle que décrite à l'ordre du jour du 10 Septembre 2019 soit reçue.

Adoptée

1. Rapport annuel 2018-2019 de l'Ombudsman de l'Ontario

2. Accomplissement de la cadette de l'armée Marie-Chanelle Desiree Thibert

15. PÉRIODE DE QUESTIONS DU CONSEIL AUX CHEFS DE L'ADMINISTRATION

16. PÉRIODE DE QUESTIONS RÉSERVÉE AU PUBLIC

17. AVIS DE MOTION

1. Mario Laplante - Modification au règlement 2017-069 pour bannir les appareils extérieurs chauffants à combustion à bois existants

Resolution 2019-373

Proposé par: Mario Laplante

Appuyé par: Francyn Leblanc

Qu'il soit résolu que le Conseil approuve la seconde lecture de l'avis de motion du 13 juin 2019 du conseiller Mario Laplante proposant de modifier le règlement 2017-069 intitulé « Being a by-law to regulate outdoor solid fuel combustion appliances » dans le but de bannir tout appareil de ce type à l'intérieur des limites de la Municipalité de Casselman. Les appareils extérieurs chauffants à combustion à bois existants devront être retirés.

Vote Enregistré	Pour	Contre
Daniel Lafleur		X
Paul Groulx	X	
Mario Laplante	X	
Francyn Leblanc	X	
Marcel Cleroux		X
Résultats	3	2
Adoptée (3 to 2)		

18. HORAIRE DES RENCONTRES

19. ÉVÉNEMENTS À VENIR

20. RÈGLEMENT POUR CONFIRMER LES PROCÉDURES DU CONSEIL

1. Règlement 2019-070 pour confirmer les procédures du conseil pour la réunion ordinaire du 10 septembre 2019

Resolution 2019-374

Proposé par: Francyn Leblanc

Appuyé par: Marcel Cleroux

Qu'il soit résolu que le règlement no 2019-070 pour confirmer les procédures du conseil à sa réunion du 10 septembre 2019 soit lu et adopté en 1^{re}, 2^e et 3^e lecture.

Adoptée

21. AJOURNEMENT

Resolution 2019-375

Proposé par: Francyn Leblanc

Appuyé par: Paul Groulx

Qu'il soit résolu que la présente assemblée soit ajournée à 20 h 20

Adoptée

Daniel Lafleur, Maire

Sébastien Dion, Greffier



MUNICIPALITY OF CASSELMAN
REGULAR MEETING

Tuesday, September 10, 2019, 6:00 P.M.
Salle Communautaire du Complexe J.R. Brisson Complex Community Hall
758 Brebeuf, Casselman, ON, K0A 1M0

Council	Mayor Daniel Lafleur Councillor Paul Groulx Councillor Mario Laplante Councillor Francyn Leblanc Councillor Marcel Cleroux
Resource persons	Linda Desjardins-Bergeron, Chief Administrative Officer & Treasurer Sébastien Dion, Clerk Alain Castonguay, Director of Physical Services Pierre Thibault, Manager of Recreation and Leisure Service Sylvain Boudreault, Planner Marc-André Décoeur, Chief Building Official Alain Ménard, Fire Chief

1. OPENING OF THE MEETING

As per by-law 2019-001, Mr. Paul Groulx begins the meeting as the president until mayor Lafleur arrives. Mayor Lafleur arrives at 5:45 p.m. and presides the rest of the meeting.

Resolution No. 2019-351

Moved by: Mario Laplante

Seconded by: Marcel Cleroux

Be it resolved that the present meeting be opened at 5:30 p.m

Carried

2. TECHNICAL AMENDEMENT TO THE AGENDA

Resolution No. 2019-352

Moved by: Mario Laplante

Seconded by: Francyn Leblanc

Be it resolved that the Council procedures be temporarily suspended to add (1) item to the agenda :

Item 12.5 : Municipal sewer connection in the North West area of the Nation River.

Carried

3. ADOPTION OF AGENDA

Resolution No. 2019-353

Moved by: Francyn Leblanc

Seconded by: Marcel Cleroux

Be it resolved that the agenda be accepted, with 1 addition.

Carried

4. CLOSED SESSION

Resolution No. 2019-354

Moved by: Mario Laplante

Seconded by: Marcel Cleroux

Be it resolved that the present meeting be adjourned for a closed session to address matters pertaining to Section 239 (2) of the Municipal Act, 2001, S.O. 2001, chapter 25 to consider matters relating to:

1. Adoption of August 27th, 2019 closed session minutes
2. Personal matters about an identifiable individual, including local board employees -
Municipal Act Art. 239 (2) b.

Carried

Resolution No. 2019-355

Moved by: Mario Laplante

Seconded by: Paul Groulx

Be it resolved that the closed session be adjourned at 6:20 to resume the regular meeting

Carried

5. DISCLOSURE OF INTEREST

6. DELEGATIONS

1. 2020 budget public consultation

No comments from public

7. MAYOR'S & COUNCILLORS MESSAGE

8. ADOPTION OF MINUTES OF PREVIOUS MEETING

1. Regular meeting held August 27th, 2019

Resolution No. 2019-356

Moved by: Mario Laplante

Seconded by: Francyn Leblanc

Carried

Be it resolved that the minutes of the following meeting be adopted as presented:

Regular meeting held August 27th, 2019

9. MUNICIPAL ADOPTION OF THE RECOMMENDATIONS OF THE MUNICIPAL COUNCIL COMMITTEES

1. Planning Committee Meeting of August 27th, 2019

Resolution No. 2019-357

Moved by: Francyn Leblanc

Seconded by: Paul Groulx

Carried

Be it resolved that the minutes of the following meeting be received as presented:

Planning Committee meeting of August 27th, 2019

10. RECEIVING OF REPORTS FROM THE APPOINTED MUNICIPAL OFFICIALS

1. Management / Finance / Clerk's Office

10.1.1 DG-012-2019 - Fire agreement with the Nation Municipality

Resolution No. 2019-358

Moved by: Marcel Cleroux

Seconded by: Mario Laplante

Be it resolved that Council :

Acknowledges receipt of the administrative report DG - 012 - 2019 from the Chief Administrative Officer and;

Accepts the term of the agreement which is for the next four years, from 2020 to 2023

Approve the agreement presented, for the operational costs associated with the fire department service as well as the costs of depreciation with the following proposition :

- That the \$ 477 rate from the ministry of transport be billed to the Municipality of the Nation when the service per truck exceeds 46 hours.

Carried

10.1.2 GR-034-2019 - Donation Request from the Casselman dance club

Resolution No. **2019-359**

Moved by: Mario Laplante

Seconded by: Francyn Leblanc

Be it resolved that Council:

Acknowledges receipt of the administrative report GR-034-2019 and;

Agrees to provide the gym at 750 Principale (SEFA) for dance lessons at a 30% rebate provided that the R8-2019 hall rental policy is followed and;

Does not grant a monetary donation of \$ 500 and/or discounts on the J.R. Brisson Community Hall.

Carried

2. Recreation and Leisure Services

10.2.1 RL-029-2019 - Canada Day 2019

Resolution No. **2019-360**

Moved by: Paul Groulx

Seconded by: Francyn Leblanc

Be it resolved that Council:

Acknowledges receipt of the administrative report RL-029-2019 from the recreation and leisure manager and;

Proceeds to a revision of the 2020 Canada day format.

Carried

10.2.2 RL-030-2019 - Free Hall Request from the screen program

Resolution No. **2019-361**

Moved by: Francyn Leblanc

Seconded by: Paul Groulx

Be it resolved that Council:

Acknowledges receipt of the administrative report RL-030-2019 and;

Accepts to provide the J.R. Brisson Community Hall at no cost on October 15th, 2019, from 9:00 am to 1:00 pm the screen program of the "Centre de Santé de l'Estrie" including chronic diseases such as diabetes.

Carried

3. Physical Services

4. Technical Services

10.4.1 TEC-019-2019 - Part lot control removal application - Lot EC of plan HO Wood 1885; part of lot 10, Concession 6, Cambridge Part 1 on Plan 50R3160

Resolution No. 2019-362

Moved by: Mario Laplante

Seconded by: Marcel Cleroux

Be it resolved that Council:

Acknowledges receipt of the administrative report TEC-019-2019 from the planner and;

Accepts the request as submitted.

Carried

10.4.2 TEC-020-2019 - Part lot control removal application - Lots 1 & 117 of Plan 50M329 particularly reference plans 50R10872 & 50R10875

Resolution No. 2019-363

Moved by: Francyn Leblanc

Seconded by: Paul Groulx

Be it resolved that Council:

Acknowledges receipt of the administrative report TEC-020-2019 from the planner and;

Approves the request as submitted.

Carried

10.4.3 TEC-021-2019 - Zoning amendment request - ZON-03-2019

Resolution No. 2019-364

Moved by: Francyn Leblanc

Seconded by: Mario Laplante

Be it resolved that Council:

Acknowledges receipt of the administrative report TEC-021-2019 from the planner and;

Approves zoning amendment application ZON-03-2019 as submitted.

Carried

5. Construction Department

10.5.1 BAT-006-2019 - Structural assessment of pre-fabricated modular buildings

Resolution No. 2019-365

Moved by: Marcel Cleroux

Seconded by: Mario Laplante

Be it resolved that Council:

Acknowledges receipt of the administrative report BAT-006-2019 concerning the demolition of four (4) pre-fabricated modular buildings located on the 750 Principale property in Casselman and;

Follows the recommendations of the structural engineer Mr. Francis Landry and the Chief Building Official because of the safety and security of the occupants, the structural inadequacy as well as article 15(2) of the OBC (unsafe building).

Defeated

6. Public Works and Maintenance

7. Community Safety and Fire Department

11. MUNICIPAL BY-LAWS

1. 2019-066 - To exempt certain lands from Part Lot Control, in Registered Plan 50R3160 on Montcalm street, Municipality of Casselman, County of Russell

Resolution No. 2019-366

Moved by: Mario Laplante

Seconded by: Paul Groulx

Be it resolved that By-Law no. 2019-066 to exempt certain lands from Part Lot Control, in registered plan 50R3160 on Montcalm street, Municipality of Casselman, County of Russell be read and adopted in 1st, 2nd and 3rd reading.

Carried

2. 2019-067 - To exempt certain lands from Par Lot Control, in registered Plan 50M329 on Argile street, Municipality of Casselman, County of Russell

Resolution No. 2019-367

Moved by: Francyn Leblanc

Seconded by: Paul Groulx

Be it resolved that By-Law no. 2019-067 to exempt certain lands from Part Lot Control, in registered plan 50M329 on Argile street, Municipality of Casselman, County of Russell be read and adopted in 1st, 2nd and 3rd reading.

Carried

3. 2019-068 - ZON-03-2019 - To amend zoning bylaw 1996-635

Resolution No. 2019-368

Moved by: Francyn Leblanc

Seconded by: Mario Laplante

Be it resolved that By-Law no. 2019-068 to amend zoning bylaw 1996-635 following request ZON-03-2019 be read and adopted in 1st, 2nd and 3rd reading.

Carried

4. 2019-069 - To authorize a borrowing submission application for the wastewater treatment system upgrade

Resolution No. 2019-369

Moved by: Paul Groulx

Seconded by: Francyn Leblanc

Be it resolved that By-Law no. 2019-069 to authorize a borrowing submission application for the wastewater treatment system upgrade be read and adopted in 1st, 2nd and 3rd reading.

Carried

12. UNFINISHED BUSINESS FROM PREVIOUS MEETINGS

1. Amateur Birding Project on Brisson Road
2. Information pamphlet to owners of a riverfront property
3. Casselman Public Library request

Resolution No. 2019-370

Moved by: Francyn Leblanc

Seconded by: Paul Groulx

Be it resolved that Council:

Following the request from the Casselman Public Library in the form of resolution 2019-072, as amended, agrees to grant an amount of \$4,419 from the operational budget to cover expenses incurred in hiring an acting employee and the advertising costs of the library chief executive officer position.

Carried

4. Streetlights on Principale street

Resolution No. 2019-371

Moved by: Mario Laplante

Seconded by: Marcel Cleroux

Be it resolved that Council:

Approve and authorize the following financing plan for the cost of \$61,942.22 for the streetlights electric work on Principale street:

1) \$ 45,000 funded by the Corporation of the Casselman Downtown Revitalisation

2) \$ 10,000 funded by the <<Revitalization Committee>> account and will replace the authorized fund for a budgeted <<Community Improvement Plan>> study in 2019

3) \$ 6,942.22 financed by the Municipality of Casselman and to be refunded by the Corporation of the Casselman Downtown Revitalisation in 2020 true their budget allocation.

Carried

5. Municipal sewer connection in the North West area of the Nation River

13. OTHER BUSINESS

1. Discussion on zoning bylaw 1996-635

14. CORRESPONDENCE

Resolution No. 2019-372

Moved by: Mario Laplante

Seconded by: Francyn Leblanc

Be it resolved that the correspondences 14.1 & 14.2 as listed on the September 10th, 2019 agenda be received

Carried

1. 2018-2019 Ontario Ombudsman annual report

2. Accomplishment of Army Cadet Marie-Chanelle Desiree Thibert

15. QUESTION PERIOD FROM THE MEMBERS OF COUNCIL TO DEPARTMENT HEADS

16. QUESTION PERIOD RESERVED TO THE PUBLIC

17. NOTICE OF MOTION

1. Mario Laplante - Amendment to bylaw 2017-069 to prohibit all existing outdoor solid fuel combustion appliances

Resolution No. 2019-373

Moved by: Mario Laplante

Seconded by: Francyn Leblanc

Be it resolved that Council approves the second reading of the notice of motion dated June 13th, 2019 of Councillor Mario Laplante proposing to amend by-law 2017-069 entitled « Being a by-law to regulate outdoor solid fuel combustion appliances » in order to ban such device within the Municipality of Casselman. Existing outdoor solid fuel combustion appliances will have to be removed.

Recorded Vote	For	Against
Daniel Lafleur		X
Paul Groulx	X	
Mario Laplante	X	
Francyn Leblanc	X	
Marcel Cleroux		X
Results	3	2
Carried (3 to 2)		

18. SCHEDULING OF MEETINGS

19. UPCOMING EVENTS

20. BY-LAW TO CONFIRM COUNCIL PROCEDURES

1. Bylaw 2019-070 to confirm Council procedures of regular meeting September 10th, 2019

Resolution No. 2019-374

Moved by: Francyn Leblanc

Seconded by: Marcel Cleroux

Be it resolved that By-Law no. 2019-070 to confirm Council's proceedings at its meeting of September 10th, 2019, be read and adopted in 1st, 2nd and 3rd reading.

Carried

21. ADJOURNMENT

Resolution No. 2019-375

Moved by: Francyn Leblanc

Seconded by: Paul Groulx

Be it resolved that the present meeting be adjourned at 8:20 p.m

Carried

Daniel Lafleur, Mayor

Sébastien Dion, Clerk



Corporation du Village de Casselman

N° du rapport
DG-013-2019

N° de dossier

Sujet : Location de locaux SEFA- KAWABUNGA

Date de la rencontre : Le 22 septembre 2019

Annexe : Section à louer au groupe Kawabunga

RECOMMANDATIONS

QU'IL SOIT RÉSOLU QUE le Conseil de la municipalité de Casselman :

1. Accuse réception du rapport administratif DG-013-2019 de l'Administratrice en chef la location de locaux au SEFA pour le groupe Kawabunga; et
2. Accepte que l'administration finalise un bail de location pour 344 pieds carrés de l'école localisée au 750 rue Principale.

CONTEXTE

Le groupe Kawabunga désire louer une section, section 5B, 5C et 5D de l'école localisée au 750 rue Principale dont la municipalité est propriétaire.

ANALYSE

Nous avons été approchés par le groupe Kawabunga pour louer une section de l'école afin d'offrir des programmes éducatifs parascolaires. Ils occupent présentement 2 locaux dans la section 5. Ils voudraient prendre possession de la section 5B, 5C et 5D afin d'offrir leurs programmes aux jeunes.

Le groupe Kawabunga désire louer 344 pieds carrés de l'édifice à compter du premier (1^{er}) octobre pour une période d'un (1) an avec possibilité de renouveler pour un autre 12 mois. Ils demandent aussi d'avoir accès au gymnase et une salle de classe gratuite pour le 30-31 décembre 2019 et le 2 et 3 janvier 2020. Ils voudraient aussi avoir accès à ces mêmes locaux gratuitement pour le congé scolaire du mois de mars 2020. Le prix de location serait de 344 \$ + HST. Ceci nous apporterait une source de revenus additionnelles pour aider à rembourser les coûts d'opération de l'école.

RECOMMANDATION

Je recommande que la municipalité accepte de louer ces sections de l'école au groupe Kawabunga au taux annuel de 1 \$ du pied carré et accepte l'utilisation des locaux gratuitement. Ceci allègera nos coûts d'opération de l'école pour l'année 2019 et les années future.

IMPLICATIONS FINANCIÈRES ET IMPACT SUR LES EFFECTIFS

Cet item est inclus dans le budget courant : Oui ☐ Non ☐ S/O ☐

Cet item est à l'intérieur du montant : Oui ☐ Non ☐ S/O ☐

Montant total budgété en 2019 : 0\$

Montant du budget disponible : 0 \$

Préparé par :



Linda Desjardins-Bergeron, CPA, CGA
Administratrice en chef

MUNICIPALITY OF CASSELMAN

BY-LAW NO. 2019-XXX

BEING a by-law to authorize the Mayor and the Clerk to sign a partnership agreement with
“Le Groupe de services communautaires Kawabunga”

WHEREAS under Section 8 of the *Municipal Act, 2001, S.O. 2001, c. 25, as amended*, the powers of a municipality shall be interpreted broadly so as to confer broad authority on the municipality to enable it to govern its affairs as it considers appropriate and to enhance the municipality’s ability to respond to municipal issues;

AND WHEREAS under Section 9 of the *Municipal Act, 2001, S.O. 2001, c. 25, as amended*, a municipality has the capacity, rights, powers and privileges of a natural person for the purpose of exercising its authority under this or any other Act;

AND WHEREAS under Section 11 (1) of the *Municipal Act, 2001, S.O. 2001, c.25, as amended*, a lower-tier municipality may provide any service or thing that the municipality considers necessary or desirable for the public, subject to the rules set out in subsection (4);

AND WHEREAS the Municipality of Casselman wishes to enter into a partnership agreement with
“Le Groupe de services communautaires Kawabunga” ;

THEREFORE, the Council of the Municipality of Casselman enacts as follows:

That the Mayor and Clerk are hereby authorized to execute the Partnership Agreement hereto attached and forming part of this by-law.

READ A FIRST, SECOND AND THIRD TIME AND PASSED IN OPEN COUNCIL THIS 24TH DAY OF SEPTEMBER, 2019.

Daniel Lafleur, Mayor

Sébastien Dion, Clerk

Commercial Lease Agreement

Table of Contents

	Page #
1. TERM	4
2. RENT	5
3. ANNUAL ADJUSTMENTS.....	5
4. GROSS LEASE	5
5. EARLY TERMINATION.....	5
6. PROHIBITED USES	6
7. SUBLET AND ASSIGNMENT.....	6
8. REPAIRS AND MAINTENANCE.....	6
9. ALTERATIONS	6
10. SIGNS	6
11. RIGHT TO ENTER PREMISES	6
12. PARKING.....	7
13. UTILITIES	7
14. PROPERTY TAXES	7
15. INSURANCE.....	7
16. INDEMNIFICATION & HOLD HARMLESS CLAUSE.....	8
17. DAMAGE OR DESTRUCTION.....	9
18. DEFAULT	9
19. QUIET ENJOYMENT.....	9

This Commercial Lease Agreement is made this 1st day of October 2020.

BETWEEN:

MUNICIPALITY OF CASSELMAN

(hereinafter the "Landlord")

AND:

GROUP KAWABUNGA

(hereinafter the "Tenant")

The Landlord makes available for lease a portion of the Building, designated as the Premises and described as follows:

Building:

the lands and building municipally known as 750 Principale Street, Casselman, Ontario (the "Building") legally described as Plan H. O. Wood 1885, Lots 13, 14 and 15 on the east side of Nation street; Lots 13, 14 and 15 on the west side of Casselman Street, Municipality of Casselman (PIN 69022-0211)

Premises:

344 square feet of office space (identified as 5B, 5C and 5D on Schedule 'A' attached) (the "Premises")

Common Area:

Hallways, dining hall and washrooms in the Building (as shown highlighted in green at Schedule 'B' attached) (the "Common Area")

The Landlord hereby agrees to rent the Premises to the Tenant and the Tenant hereby agrees to rent the Premises from the Landlord.

1. TERM:

The renewal of this Lease shall begin on October 1st, 2019 and end on September 30th, 2020 for a total period of twelve (12) months (the "Term").

The Tenant shall have the right to extend the Lease for one period of twelve (12) months (the "Extension Term"). If the Lease is extended, it shall bear the same terms, conditions and provisions contained in this Lease, save and except for Rent which the parties will negotiate in good faith.

Notwithstanding the foregoing, the Landlord reserves its right not to extend the Term of the Lease regardless of the Tenant exercising its option to extend the Lease. The Landlord must provide the Tenant with written notice of same, within fifteen (15) days of receipt by the Landlord of the Tenant's notice to extend the Lease.

2. RENT:

For the Term, the Tenant agrees to pay the Landlord three hundred and forty-four dollars and zero cents (\$344.00) per month plus H.S.T. (hereinafter "Rent") as rent payable on the first (1st) day of each month, for the space identified in Schedule 'A' attached. The use of the Common Area space identified in Schedule 'B' is included in the Rent. Tenant is responsible to clean their own area.

If Rent due is not paid on or before the fifteenth (15th) day of the month, the Tenant agrees to pay to the Landlord a late charge of fifty dollars (\$50.00) plus an additional late charge of twenty dollars (\$20.00) per day until the Rent is paid in full.

3. ANNUAL ADJUSTMENTS:

Rent is subject to annual increases in the Consumer Price Index (CPI) as established by Statistics Canada for All Items-Ontario. The annual CPI adjustment will be added to the Annual Price on a cumulative basis as of October 1st, 2020.

4. GROSS LEASE

The Landlord and the Tenant agree that it is their mutual intention that the Lease shall be a gross lease agreement in favour of the Tenant and the full extent of the Tenant's obligations to make payments to the Landlord in respect of the Premises are limited to the payment of Rent pursuant to Section 2, unless otherwise specifically noted in this Lease.

The Tenant shall not, unless otherwise specifically noted in this Lease, be responsible for making any other payment in relation to the Premises. Without limiting the generality of the foregoing, the Tenant shall not be required to contribute to the operation, maintenance and management of the Building, including without limitation real property taxes, costs of the Landlord's insurance, utilities, or any other expenses, costs, payments or outgoings incurred in respect of the Building or Premises.

5. EARLY TERMINATION:

Upon thirty (30) clear days of written notice to the Landlord, the Tenant may terminate the Lease in accordance with either of the following:

- (a) There is a shortfall of funding for the operation of the Tenant's programs and the Tenant provides the Landlord with written confirmation, from its source of funding, that the Tenant's operations are no longer being funded; or
- (b) the working environment conditions on the Premises no longer meet the required municipal and governmental requirements and the Tenant provides the Landlord with written confirmation from the municipal or governmental entity demonstrating same.

6. PROHIBITED USES:

The Tenant shall not use the Premises for storing, manufacturing or selling any explosives, flammables or other inherently dangerous substance, chemical, device or item.

7. SUBLET AND ASSIGNMENT:

The Tenant shall not, without the prior written consent of the Landlord, which consent shall not be unreasonably withheld, assign this Lease, nor sublet all, or any part of the Premises, including without limitation assigning this Lease to a business with which the Tenant may merge or consolidate, to any subsidiary of the Tenant, to any corporation under common control with the Tenant, or to a purchaser of substantially all of the Tenant's assets; provided that the Landlord can refuse to provide its consent if : a) the proposed assignee or sub-tenant is a school board or educational institute and the Premises will be used for primary, secondary or post-secondary education or as a pre-school daycare ; or b) if the use contemplated by the proposed assignee or sub-tenant is not compatible with the uses of the other tenants in the Building as determined by the Landlord, acting reasonably.

8. REPAIRS AND MAINTENANCE:

The Tenant shall make all necessary repairs to the Premises at the Tenant's expense during the Term of this Lease, save and except for repairs which are of a capital nature. This includes repairing all defects and faults due to damage or wear and tear caused by the Tenant on any part of the Premises.

9. ALTERATIONS:

The Tenant shall have the right to redecorate, remodel, make additions, improvements and replacements (collectively, the "Alterations") to any or all parts of the Premises during the Term, provided that such Alterations shall neither impair the structural soundness or diminish the value of the Premises. No alteration, structural, additions..., are to be made to the Premises without the Landlord's prior consent, which consent shall not be unreasonably withheld.

The Landlord will provide the Tenant with any existing studies in the Landlord's possession as of the date of this Lease, regarding the conditions of the Premises and the building, including but not limited to structural, mechanical and environmental studies.

10. SIGNS:

The Tenant shall have the right to install and replace signs, on the Premises at the Tenant's own expense, provided that the Tenant first obtains the Landlord's prior consent, which consent shall not be unreasonably withheld. The Tenant will be responsible for the removal of all such signs upon the termination of this Lease and for the repairs and all damages resulting from the removal of any such signs.

11. RIGHT TO ENTER PREMISES:

The Landlord shall have the right to enter the Premises, at reasonable hours and on twenty-four (24) hours' notice to the Tenant, to inspect the Premises, provided that the Landlord does not unreasonably impair the Tenant's business on the Premises.

12. PARKING:

During the Term, the Tenant shall have the non-exclusive use of ten (10) parking spaces (the "Parking Spaces"), to be used in common with the Landlord, other tenants of the Building, their guests and invitees. The Tenant shall have the right to use the Parking Spaces, paved areas and sidewalks on the Premises, subject to the reasonable rules and regulations as prescribed from time to time by the Landlord.

The Landlord reserves the right to designate the Parking Spaces for the Tenant and the Tenant's agents and employees.

The Tenant shall provide the Landlord with a list of all license plate numbers for all cars in the Parking Spaces belonging to the Tenant, or the Tenant's agents and employees.

13. UTILITIES:

The Landlord shall pay all utility charges for electricity, water, and gas. The Landlord shall also be responsible for the cost of all office cleaning. All sanitation, waste disposal, telephone and other services to be used by the Tenant on the Premises shall be the responsibility of the Tenant, at its own cost and expense.

14. PROPERTY TAXES:

The Landlord shall pay all general real estate taxes and installments or special assessments coming due on the Premises during the Term. The Landlord shall also be responsible for the cost of all property taxes for the Building.

15. INSURANCE:

The Landlord shall maintain fire and extended insurance coverage on the Premises and Building. The Tenant shall be responsible for maintaining fire and extended insurance coverage on all of the Tenant's personal property within the Premises.

The Tenant shall not be responsible for damage to the Premises caused by fire or any other casualty for which the Landlord is indemnified under any policy of insurance, unless the damage was caused by the negligence of the Tenant or the Tenant's agents, employees or invitees, in which case the Landlord's insurer may pursue its subrogated rights.

Tenants Legal Liability

The Tenant shall be responsible for obtaining and maintaining Tenants Legal Liability Insurance in an amount equal to the rebuilding cost of the square footage of the Premises. Currently, the replacement cost of the Building is estimated at Two Million Dollars (\$2,000,000.00). Rebuilding costs increase annually, and this adjustment may have to be reflected annually on the Tenant's policy.

Commercial General Liability

The Tenant shall, at their expense, obtain and keep in force during the Term of the Lease, Commercial General Liability Insurance satisfactory to the Landlord and underwritten by an insurer licensed to conduct business in the Province of Ontario. The policy shall provide coverage for bodily injury, property damage and personal injury and shall include but shall not be limited to:

- (a) a limit of liability of not less than One Million Dollars (\$2,000,000.00) per occurrence with an aggregate of not less than Ten Million Dollars (\$10,000,000.00);
- (b) add the Landlord as an additional insured with respect to the operations of the Tenant;
- (c) the policy shall contain a provision for cross liability & severability of interest in respect of the Tenant;
- (d) Non-owned Automobile Coverage with a limit not less than Two Million Dollars (\$2,000,000.00) and shall include contractual non-owned coverage (SEF 96);
- (e) Products and Completed Operations Coverage;
- (f) Broad Form Property Damage;
- (g) Contractual Liability;
- (h) Owners & Contractors Protective;
- (i) Hostile Fire; and
- (j) the policy shall provide thirty (30) days prior notice of cancellation.

16. INDEMNIFICATION & HOLD HARMLESS CLAUSE:

The Tenant shall defend, indemnify and hold harmless the Landlord, its elected officials, officers, employees and agents from and against any and all claims of any nature, actions, causes of action, losses, expenses, fines, costs (including legal costs), interest or damages of every nature and kind whatsoever, including but not limited to bodily injury, sickness, disease or death or to damage to or destruction of tangible property including loss of revenue or incurred expenses resulting from disruption of services, arising out of or allegedly attributable to the negligence, acts, errors, omissions, misfeasance, nonfeasance, fraud or willful misconduct of the Tenant, its directors, officers, employees, agents, contractors and subcontractors, or any of them, in connection with or in any way related to the delivery or performance of this Lease except if such damages resulted from the negligence of the Landlord. This indemnity shall be in addition to and not in lieu of any insurance to be provided by the Tenant in accordance with this Lease and shall survive the expiration or earlier termination of the Term of this Lease.

The Tenant agrees to defend, indemnify and hold harmless the Landlord from and against any and all claims of any nature, actions, causes of action, losses, expenses, fines, costs (including legal costs), interest or damages of every nature and kind whatsoever arising out of or related to the Tenant's status with the Workplace Safety and Insurance Board (WSIB). This indemnity shall

be in addition to and not in lieu of any proof of WSIB status and compliance to be provided by the Tenant in accordance with this Lease and shall survive the expiration or earlier termination of the Term of this Lease. The indemnities contained in this Article 17 shall survive the termination of the lease.

17. DAMAGE OR DESTRUCTION:

If an act of God or other casualty renders the Premises unusable for the Tenant's purposes, the Tenant shall have the right to terminate this Lease within thirty (30) days of such damage occurring. Rent shall continue to be payable by the Tenant and shall be prorated to the date on which the damage and/or destruction occurred.

18. DEFAULT:

The Tenant will be in default of this Lease if the Tenant:

- (a) fails to pay the Rent, in its entirety and when due on at least two (2) consecutive occasions; or
- (b) fails to fulfill any term or condition of this Lease and such default continues for a period of thirty (30) days after the Landlord has given notice to the Tenant of the Tenant's default under this Lease; or
- (c) fails to continue to cure such default or fails to diligently proceed with rectifying default once the period of thirty (30) days has elapsed; or
- (d) causes a lien to be filed against the Premises and such lien is not discharged or vacated within thirty (30) days of the Landlord providing notice to the Tenant of such registration.

If the Tenant is in default under this Lease, the Landlord shall have the right to terminate this Lease by written notice to the Tenant of such intention, no less than fourteen (14) calendar days prior to the date of termination.

For greater certainty, the Tenant may take longer than thirty (30) days to rectify any default under this Lease provided that the Tenant diligently proceeds with rectifying such default.

19. QUIET ENJOYMENT:

The Landlord agrees that upon the Tenant duly paying the Rent and duly observing and performing the agreements, terms and conditions herein on its part to be observed and performed, the Tenant shall and may peaceably possess and enjoy the Premises for the Term without any hindrance, interruption or disturbance from the Landlord.

IN WITNESS WHEREOF the parties have executed this Lease

Landlord Name: **Municipality of Casselman**

Landlord Signature: _____

Daniel Lafleur
Mayor

I have the authority to bind the corporation.

Landlord Address: 751 St-Jean Street
Casselman, Ontario K0A 1M0

Date : _____

Tenant Name : **Kawabunga**

Tenant Signature: _____

Philippe Laflèche
Tenant

I have the authority to bind the corporation.

Tenant Address: 750 Rue Principale
Casselman, Ontario K0A 1M0

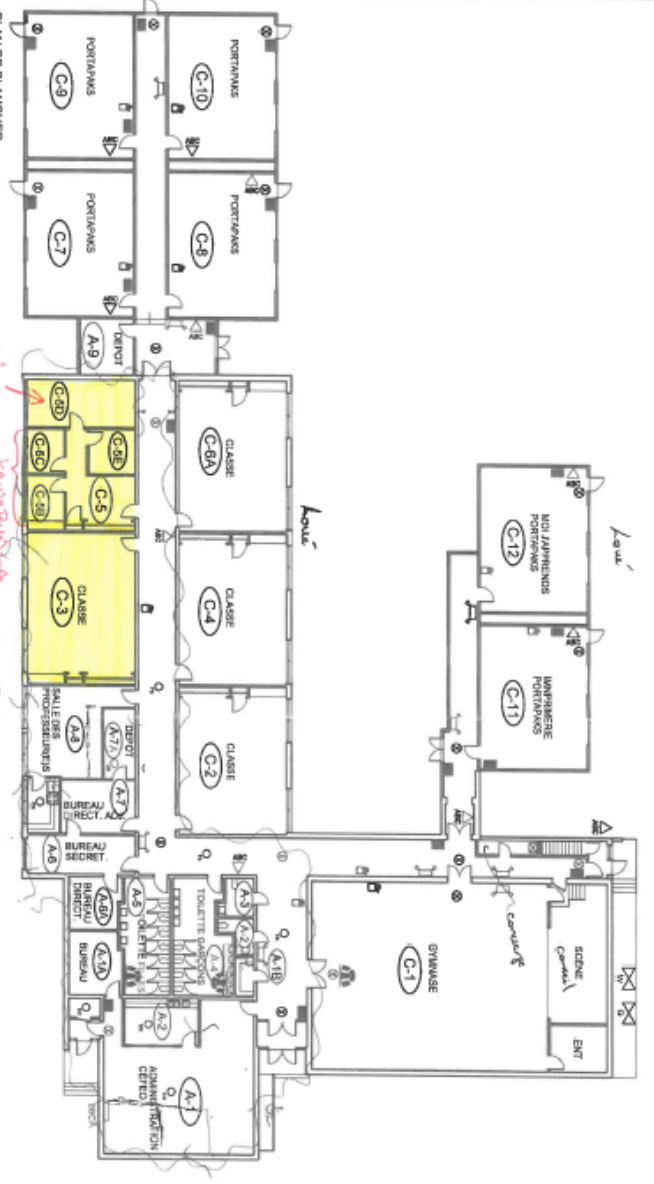
Date: _____

Schedule 'A'

NOMBRE DE SALLES DE CLASSE:			
CLASSE PERMANENT :	7		
PORTAVERNS :	6		
CPH :	0		



PLAN DU SOUS-SOL
Échelle 1:500



PLAN DE PLANCHER
Échelle 1:250

Centre d'éducation et de formation de l'Est ontarien
Campus Casselman

MESURES DE SÉCURITÉ

NO. DESCRIPTION		DATE	ÉVALUÉ
1	Plan de plan - Mesures de sécurité	22 Nov 2015	
2			
3			
4			

2/2

Centre d'éducation et de formation de l'Est ontarien
Campus Casselman

Schedule 'B'

 Municipalité de Casselman		N° du rapport GR-035-2019
		N° du dossier
Sujet :	Demande de don et fermeture de rue – Corps de Cadets	
Date de l'ordre du jour:	Le 24 septembre 2019	
Annexes:	A – Demande de don B – Dons octroyés en 2019	

RECOMMANDATION

1. Que le Conseil de la municipalité de Casselman accuse réception du rapport administratif GR-035-2019 concernant une demande de don et fermeture de rue du Corps de Cadets de Casselman et;
2. Que le Conseil accepte de fournir une donation monétaire de 600\$ et approuve une fermeture de la rue Principale entre la rue Dollard et Laurier le dimanche 3 novembre 2019 entre 8 h et 12 h 30 (midi 30) afin de permettre la parade des cadets et invités pour la cérémonie du Jour du Souvenir;

CONTEXTE

Si la demande de fermeture est approuvée, la demande sera soumise aux CUPR pour approbation finale.

ANALYSE

Le Corps de Cadets de Casselman a reçu les dons monétaires suivants :

2017 : 1 600\$ (Dice run et jour du souvenir)

2018 : 1 600\$ (Dice run et jour du souvenir)

2019 : 1 000\$ (Dice run)

IMPLICATIONS FINANCIÈRES ET IMPACT SUR LES EFFECTIFS

Cet item est inclus dans le budget courant approuvé : Oui Non X S/O

Cet item est à l'intérieur du montant budgété: Oui Non X S/O
Montant total budgété en 2019

10 000 \$

Montant du budget disponible

3 825,00 \$

ALTERNATIVE

Le Conseil peut toujours refuser la demande de don.

Préparé par :

**Révisé et approuvé
pour la considération
du Conseil par :**

Sébastien Dion

Linda Desjardins-Bergeron



Municipalité de Casselman Demande de don

Veillez vous assurer de remplir la totalité du document de façon clair et précis. Le manque d'information peut causer un retard ou un rejet de l'application.

Partie A – Organisme / Charité

Nom de l'organisme ou de la charité :

Corps de CAPETS 2804 CASSELMAN

Personne Contact: Michel Dupuis

Numéro de Téléphone 613 798 3327

Adresse courrier: 756 Brebeuf, CASSELMAN, ON K0A1M0

Courriel électronique micheldupuis54@gmail.com

Site Internet —

Partie B – Information générale

Type d'organisation (ex: Œuvre de charité, Organisation à but non lucratif, etc.)

ORGANISATION à but NON LUCRATIF

Numéro d'enregistrement : BN108971572RR0001

Incorporé en tant qu'organisme à but non lucratif ? ☒ Yes ☐ No

Citez la mission, le but et les objectifs de l'organisation :

FORMATION des jeunes de 12 à 18 ans, en leadership, conditionnement physique, implication communautaire avec la participation des forces armées canadiennes comme formateur.

Partie C – Demande de don

i) Demande pour l'obtention d'un don monétaire ☒

Montant demandé: 600 \$

ii) Demande de location de salle à rabais ou gratuite ☒
(Veuillez indiquer le nom de la salle, l'heure et la date de l'événement) :

CENTRE P.E.L. DIMANCHE 3 NOV 2019. de 8AM à 3pm.

But du don CÉRÉMONIE DU TOUR DU SOUVENIR 2019.

Pourquoi demandez-vous un don et comment serait utilisé ce montant ?

Le corps de cadets 2804 Casselman va planifier & organiser les activités du Tour du Souvenir le dimanche 3 Novembre 2019, pour la communauté de Casselman. Cette activité aura lieu au cimetière de Casselman & au centre P.E.L.

Le don sera utilisé pour la journée du 3 Novembre & tous les préparatifs nécessaires pour la cérémonie. L'achat de fournitures pour les invitations, les programmes, pour invités, couronnes, support-pieds, drapeaux, abris-Soleil (pluie), fleurs, épinglettes, location de musique, TRIBUNE, macarons, location de Salle, café & goûter.

Financement du projet (Quel autre source de financement avez-vous reçue?)

☐

Gouvernement provincial et fédéral

☐

Comtés-Unis Prescott et Russell

☐

Levée de fonds

☐

Autres sources

☐

Donations

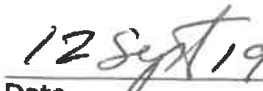
Veillez indiquer les détails du financement reçu:

Aucun.

Partie D – Signatures des officiers autorisés

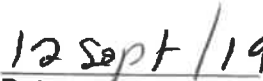

Signature


Position


Date


Signature


Position


Date

NOTE: Si vous avez besoin de plus d'espace pour compléter la demande, veuillez terminer vos réponses sur une feuille séparée et la joindre à l'application. Toute demande de don est soumise à l'approbation du Conseil.

Vous pouvez soumettre vos demandes en personne, par courriel et par courrier à l'adresse suivante :

Municipalité de Casselman – Département de la Greffe

751 St-Jean, P.O. Box 710

Casselman, ON K0A 1M0

Email: info@casselman.ca

11 septembre 2019

Demande de don pour le Jour du Souvenir

Municipalité de Casselman,

Le corps de cadets 2804 de Casselman est dans les préparations du Jour du Souvenir qui aura lieu le dimanche 03 Novembre 2019 au cénotaphe de la rue Principale de Casselman.

Cette célébration annuelle se veut en mémoire de nos vétérans et nos combattants des forces armées canadiennes qui a vu le jour plusieurs années passées grâce au travail de Mme Aurore Crann et M. Normand Bédard.

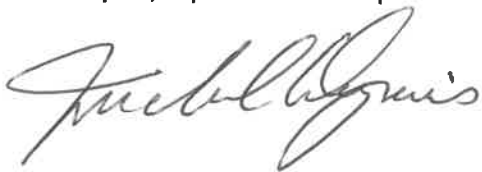
Nos demandes sont en deux volets. Premièrement, la fermeture de rue Principale entre la rue Dollard et rue Laurier pour le dimanche 03 novembre 2019 entre 8 am et 12.30pm, ceci afin de permettre la parade des cadets et invités pour la cérémonie de Jour du Souvenir.

Deuxièmement, un don de 600 dollars pour les frais encourus de la journée. Les frais encourus sont sous diverses formes dont les annonces publicitaires, les invitations et les programmes pour nos invités, de nouveaux supports-pieds de drapeaux, un abri-soleil(pluie), de nouvelles couronnes avec trépieds, fleurs, épinglettes, location pour musique ,tribune, macarons, café et goûter.

Pour le corps de cadets 2804 , cette cérémonie du Jour du Souvenir est notre contribution au devoir du patriotisme pour le Canada et notre dévouement au mieux être de notre communauté de Casselman. Cette journée nous aide à se rappeler que le Canada est un pays libre grâce aux sacrifices de vétérans et combattants des forces armées canadiennes.

Svp nous faire part de vos commentaires et je suis disponible pour répondre à vos questions si il y a lieu. Vous pouvez faire parvenir votre réponse et don au nom du Corps de Cadets 2804 de Casselman. Merci de votre support.

Michel Dupuis, répondant du Corps de Cadets 2804 de Casselman 613-798-3327



Annexe B – Dons pour 2019

Individu / Organisme	Dons monétaires	Don de salle
Club Optimiste de Casselman	Montant : 750 \$ Activité : Fondue optimiste et activités jeunesse et communautaires Résolution 2019-081	Complexe J.R. Brisson Valeur de 525.45\$ Activité : 40 ^e anniversaire de fondation Résolution 2019-055
École secondaire catholique de Casselman	Montant : 250 \$ Activité : Remise des prix et diplômes Résolution 2019-083	
Fm 92.1 Est Ontarien	Montant : 250 \$ pendant les prochains 4 ans Activité : Projet d'augmentation de puissance et de modification technique Résolution 2019-082	
Chevaliers de Colomb de Casselman		Complexe J.R. Brisson Valeur de 525.45\$ Activité : Levée de fond pour la station de radio Fm 92.1 Résolution 2019-125
Club Richelieu de Casselman	Montant : 600\$ Activité : Souper annuel de homards Résolution 2019-158	
Comité de la guignolée de Casselman	Montant : 1000\$ Activité : Paniers de Noël Résolutions 2019-175	Salle Paul Émile Levesque Seulement s'il y a intempérie pour la distribution des paniers de Noël Résolution : 2019-175
Groupe Scout BaVerNaSu	Montant : 250\$ Activité : défrayer les coûts de transport, de réservation de camp et autres activités reliées Résolution : 2019-176	
École TR Leger	Montant : 100\$ Activité : Graduation Résolution : 2019-194	
École secondaire catholique de Casselman	Montant : 200\$ Activité : Relais pour la vie Résolution : 2019-195	
Banque Alimentaire C.C.S.	Montant : 1475 Activité : Frais d'hydro Résolution : 2019-196	
Corps de Cadets 2804	Montant : 1000\$ Activité : Dice Run Résolution : 2019-197	Centre P.E.L. Valeur de 2400\$ Activité : Dice Run Résolution : 2019-197
Centre d'éducation et de formation de l'Est Ontarien	Montant : 100\$ Activité : Graduation Résolution : 2019-224	
Groupe Alcooliques Anonymes		Centre d'éducation et de formation de l'Est ontarien (Sefa) Valeur à venir Activité : Rencontre hebdomadaire Résolution : 2019-274

Groupe Kawabunga		Centre P.E.L. et heures de glace Valeur de 437.88\$ Activité : "Sleepover" Résolution : 2019-287
Bernadette Sirois	Montant : 200\$ Activité : Film local Résolution : 2019-306	
Comptoir Populaire		Complexe J.R. Brisson Valeur de 237.30\$ Activité : Dîner de Noël pour personnes âgées Résolution : 2019-308
Centre Novas-Calacs		Centre Paul-Émile Levesque Valeur de 197.75\$ Activité : Assemblée annuelle Résolution : 2019-335

Dons monétaires seulement (ne comprend pas les dons de salle)

Total	6 175,00 \$
Montant au budget	10 000,00 \$
Solde	3 825.00 \$

Annexe B – Dons pour 2019

Individu / Organisme	Dons monétaires	Don de salle
Club Optimiste de Casselman	Montant : 750 \$ Activité : Fondue optimiste et activités jeunesse et communautaires Résolution 2019-081	Complexe J.R. Brisson Valeur de 525.45\$ Activité : 40 ^e anniversaire de fondation Résolution 2019-055
École secondaire catholique de Casselman	Montant : 250 \$ Activité : Remise des prix et diplômes Résolution 2019-083	
Fm 92.1 Est Ontarien	Montant : 250 \$ pendant les prochains 4 ans Activité : Projet d'augmentation de puissance et de modification technique Résolution 2019-082	
Chevaliers de Colomb de Casselman		Complexe J.R. Brisson Valeur de 525.45\$ Activité : Levée de fond pour la station de radio Fm 92.1 Résolution 2019-125
Club Richelieu de Casselman	Montant : 600\$ Activité : Souper annuel de homards Résolution 2019-158	
Comité de la guignolée de Casselman	Montant : 1000\$ Activité : Paniers de Noël Résolutions 2019-175	Salle Paul Émile Levesque Seulement s'il y a intempérie pour la distribution des paniers de Noël Résolution : 2019-175
Groupe Scout BaVerNaSu	Montant : 250\$ Activité : défrayer les coûts de transport, de réservation de camp et autres activités reliées Résolution : 2019-176	
École TR Leger	Montant : 100\$ Activité : Graduation Résolution : 2019-194	
École secondaire catholique de Casselman	Montant : 200\$ Activité : Relais pour la vie Résolution : 2019-195	
Banque Alimentaire C.C.S.	Montant : 1475 Activité : Frais d'hydro Résolution : 2019-196	
Corps de Cadets 2804	Montant : 1000\$ Activité : Dice Run Résolution : 2019-197	Centre P.E.L. Valeur de 2400\$ Activité : Dice Run Résolution : 2019-197
Centre d'éducation et de formation de l'Est Ontarien	Montant : 100\$ Activité : Graduation Résolution : 2019-224	
Groupe Alcooliques Anonymes		Centre d'éducation et de formation de l'Est ontarien (Sefa) Valeur à venir Activité : Rencontre hebdomadaire Résolution : 2019-274

Groupe Kawabunga		Centre P.E.L. et heures de glace Valeur de 437.88\$ Activité : "Sleepover" Résolution : 2019-287
Bernadette Sirois	Montant : 200\$ Activité : Film local Résolution : 2019-306	
Comptoir Populaire		Complexe J.R. Brisson Valeur de 237.30\$ Activité : Dîner de Noel pour personnes âgées Résolution : 2019-308
Centre Novas-Calacs		Centre Paul-Émile Levesque Valeur de 197.75\$ Activité : Assemblée annuelle Résolution : 2019-335

Dons monétaires seulement (ne comprend pas les dons de salle)

Total	6 175,00 \$
Montant au budget	10 000,00 \$
Solde	3 825.00 \$

 Municipalité de Casselman		N° du rapport RL-031-2019
		N° du dossier
Sujet :	Demande classe gratuite – Citizen Advocacy	
Date de la réunion:	Mardi le 24 septembre, 2019	
Annexe(s):	A – Formulaire de demande de don et lettre B – Salles gratuites octroyés en 2019	

RECOMMANDATION

- 1. Que le Conseil du Village de Casselman accuse réception du rapport administratif RL-031-2019 et ;**
- 2. Accepte d’offrir gratuitement une classe de 16h30-20h30 par mois au SEFA pour le groupe de soutien Citizen Advocacy**

CONTEXTE

Le Citizen Advocacy est un organisme à but non lucratif #130362817 rr0001

Mission : Une fois par mois, l’organisme vont offrir une session de groupe de soutien aux parents avec des enfants qui sont atteint de TSAF (troubles du spectre d’alcoolisation fœtale)

ANALYSE

Le cout de location est de \$100.00 pour cette location.
Je recommande la demande de classe au Sefa gratuite

IMPLICATIONS FINANCIÈRES ET IMPACT SUR LES EFFECTIFS

Cet item est inclus dans le budget courant approuvé :	Oui	Non	X	S/O
Cet item est à l’intérieur du montant budgété:	Oui	Non		S/OX
Montant total budgété en 2019			\$	
Montant du budget disponible			\$	

ALTERNATIVE

Le Conseil peut refuser la recommandation du gestionnaire.

Préparé par :

**Révisée et approuvée pour la
considération du Conseil par :**




Pierre Thibault

Linda D- Bergeron, CPA, CGA

Administratrice en chef

Gestionnaire des services récréatifs & des loisirs



Village de Casselman Demande de don

Veuillez vous assurer de remplir la totalité du document de façon clair et précis. Le manque d'information peut causer un retard ou un rejet de l'application.

Partie A – Organisme / Charité

Nom de l'organisme ou de la charité :

Citizen Advocacy

Personne Contact: Kathleen Peneb-Séguin Numéro de Téléphone 613-292-5921

Adresse courrier: 312 Parkdale OTTAWA 613-794-9732

Adresse de personne Contact: 62 PERCY ST. CASSELMAN

Courriel électronique KPeneb-seguin@ Site Internet WWW.citizenadvocacy.org
Citizenadvocacy.org

Partie B – Information générale

Type d'organisation (ex: Œuvre de charité, Organisation à but non lucratif, etc.)

Œuvre de charité

Numéro d'enregistrement : 13036 2817 RR0001

Incorporé en tant qu'organisme à but non lucratif ? ☒ Yes ☐ No

Citez la mission, le but et les objectifs de l'organisation :

VUE D'ENSEMBLE

Parrainage civique d'Ottawa, fondé en 1974, est un des rares organismes qui aident les personnes de tous les âges et ayant tous les types d'incapacités. Nous sommes un endroit où les personnes handicapées et leurs familles sentent qu'elles sont les bienvenues et en sécurité. qu'elles peuvent dire ce qu'elles pensent sans être jugées et où elles reçoivent la reconnaissance, les conseils et le soutien qu'elles recherchent. À Parrainage civique d'Ottawa, nous reconnaissons la résilience dont les personnes handicapées et leurs familles font preuve dans leur lutte pour obtenir un soutien et des services. Nous cherchons des moyens innovateurs et créatifs de bâtir des avenir sains, sûrs et intégrateurs dans notre collectivité.

MISSION

Assurer un soutien aux personnes ayant une incapacité et à leurs familles et défendre leurs droits et intérêts afin d'améliorer leur qualité de vie en leur offrant des choix et des rôles socialement valorisés.

VALEURS

La gouvernance et les activités du Parrainage civique d'Ottawa s'inspirent des valeurs suivantes :

- Toutes les personnes peuvent se faire entendre, seront respectées et auront leur mot à dire dans les choix qui les concernent.
- Toutes les personnes ont des habiletés et des contributions qu'elles peuvent partager et qui peuvent être reconnues dans la collectivité.
- Les personnes handicapées et leurs familles auront accès au soutien dont elles ont besoin pendant les transitions de la vie.
- Les relations chaleureuses et épanouissantes sont essentielles pour se sentir en sécurité et avoir une vie agréable.
- Les contributions volontaires de la collectivité et de citoyens individuels sous forme d'amitié et de soutien librement données assurent et protègent la santé, le bien-être, l'autonomie et la qualité de vie des personnes handicapées.
- Nous avons besoin de citoyens pour défendre les opportunités, les possibilités et la sécurité des personnes handicapées.

PRINCIPE DIRECTEUR

Le Parrainage civique utilisera ses ressources d'abord et avant tout pour aider les personnes handicapées et leurs familles à se construire une bonne vie.

PRINCIPES OPÉRATIONNELS

Indépendance Loyauté envers la personne Indépendance du programme Diversité des besoins et des rôles
Images et messages positifs

Partie C – Demande de don

i) Demande pour l'obtention d'un don monétaire ☐

Montant demandé: _____ \$

ii) Demande de location de salle à rabais ou gratuite ☒
(Veuillez indiquer le nom de la salle, l'heure et la date de l'événement) :

But du don

Pourquoi demandez-vous un don et comment serait utilisé ce montant ?

Une fois par mois on offre un groupe de soutien aux parents, avec des enfants qui sont atteints de TSAF. (Troubles du spectre d'autisme faible).

Financement du projet (Quel autre source de financement avez-vous reçue?)

☐ Gouvernement provincial et fédéral

☐ Levée de fonds

☐ Donations

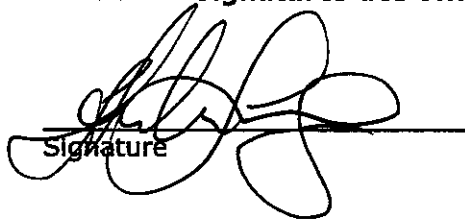
☐ Comtés-Unis Prescott et Russell

☐ Autres sources

Veuillez indiquer les détails du financement reçu:

Health Nexus

Partie D – Signatures des officiers autorisés


Signature

Executive Director
Position

Sept 4/19
Date


Signature

Manager, Fetal Alcohol
Position Resource Program

Sept. 4, 2019
Date

NOTE: Si vous avez besoin de plus d'espace pour compléter la demande, veuillez terminer vos réponses sur une feuille séparée et la joindre à l'application. Toute demande de don est soumise à l'approbation du Conseil.

Vous pouvez soumettre vos demandes en personne, par courriel et par courrier à l'adresse suivante :

Village de Casselman – Département de la Greffe

751 St-Jean, P.O. Box 710

Casselman, ON K0A 1M0

Email: info@casselman.ca

Annexe B – Dons pour 2019

Individu / Organisme	Dons monétaires	Don de salle
Club Optimiste de Casselman	Montant : 750 \$ Activité : Fondue optimiste et activités jeunesse et communautaires Résolution 2019-081	Complexe J.R. Brisson Valeur de 525.45\$ Activité : 40 ^e anniversaire de fondation Résolution 2019-055
École secondaire catholique de Casselman	Montant : 250 \$ Activité : Remise des prix et diplômes Résolution 2019-083	
Fm 92.1 Est Ontarien	Montant : 250 \$ pendant les prochains 4 ans Activité : Projet d'augmentation de puissance et de modification technique Résolution 2019-082	
Chevaliers de Colomb de Casselman		Complexe J.R. Brisson Valeur de 525.45\$ Activité : Levée de fond pour la station de radio Fm 92.1 Résolution 2019-125
Club Richelieu de Casselman	Montant : 600\$ Activité : Souper annuel de homards Résolution 2019-158	
Comité de la guignolée de Casselman	Montant : 1000\$ Activité : Paniers de Noël Résolutions 2019-175	Salle Paul Émile Levesque Seulement s'il y a intempérie pour la distribution des paniers de Noël Résolution : 2019-175
Groupe Scout BaVerNaSu	Montant : 250\$ Activité : défrayer les coûts de transport, de réservation de camp et autres activités reliées Résolution : 2019-176	
École TR Leger	Montant : 100\$ Activité : Graduation Résolution : 2019-194	
École secondaire catholique de Casselman	Montant : 200\$ Activité : Relais pour la vie Résolution : 2019-195	
Banque Alimentaire C.C.S.	Montant : 1475 Activité : Frais d'hydro Résolution : 2019-196	
Corps de Cadets 2804	Montant : 1000\$ Activité : Dice Run Résolution : 2019-197	Centre P.E.L. Valeur de 2400\$ Activité : Dice Run Résolution : 2019-197
Centre d'éducation et de formation de l'Est Ontarien	Montant : 100\$ Activité : Graduation Résolution : 2019-224	
Groupe Alcooliques Anonymes		Centre d'éducation et de formation de l'Est ontarien (Sefa) Valeur à venir Activité : Rencontre hebdomadaire Résolution : 2019-274

Groupe Kawabunga		Centre P.E.L. et heures de glace Valeur de 437.88\$ Activité : "Sleepover" Résolution : 2019-287
Bernadette Sirois	Montant : 200\$ Activité : Film local Résolution : 2019-306	
Comptoir Populaire		Complexe J.R. Brisson Valeur de 237.30\$ Activité : Dîner de Noel pour personnes âgées Résolution : 2019-308
Centre Novas-Calacs		Centre Paul-Émile Levesque Valeur de 197.75\$ Activité : Assemblée annuelle Résolution : 2019-335

Dons monétaires seulement (ne comprend pas les dons de salle)

Total	6 175,00 \$
Montant au budget	10 000,00 \$
Solde	3 825.00 \$

	Municipalité de Casselman	N° du rapport TP-009-2019
		N° de dossier Voirie
Sujet :	Problème du puceron dans les arbres près du stationnement du Havre	
Date de la rencontre :	Le 24 septembre 2019	
Annexes :		

RECOMMANDATION

- 1- Que le conseil de la municipalité de Casselman accuse réception du rapport administratif **TP-009-2019** du directeur des services physiques; et
- 2- Que le conseil de la municipalité de Casselman dirige le département de la voirie sur le correctif à apporter au Havre.

CONTEXTE

Ces derniers jours nous avons reçu plusieurs plaintes venant des résidents du Havre concernant les excréments de puceron qui sont logés dans les arbres au-dessus de leurs stationnements.

ANALYSE

Suite à une rencontre avec M. Marc Carrière, gérant du Havre, on a pu constater les dommages occasionnés en plus d'avoir un historique de la problématique. Trois solutions vous sont proposées; la première option est de couper tous les arbres, deuxième option est de garder le statu quo, et pour conclure faire traiter les arbres tous les ans. Le Havre a déjà fait la troisième option, mais celle-ci ne corrige pas la problématique complètement. Tous les arbres se retrouvent sur la propriété de la municipalité.

RECOMMANDATION

Nous proposons le statu quo, ne rien faire. Il serait dommage de couper les arbres et le traitement ne corrige pas la problématique. Ça ne dure que pour un certain temps de l'année.

IMPLICATIONS FINANCIÈRES ET IMPACT SUR LES EFFECTIFS

Cet item est inclus dans le budget courant approuvé :	Oui	Non-X	S/O
Cet item est à l'intérieur du montant budgété :	Oui	Non-X	S/O

Montant total budgété en 2019 \$

Montant du budget disponible \$

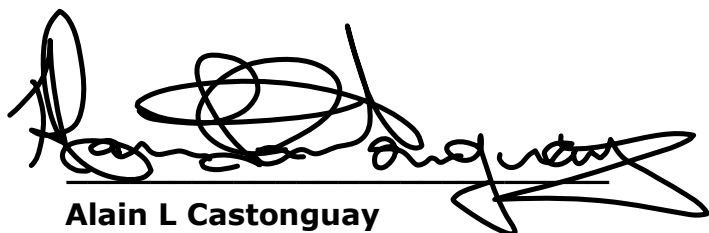
L'impact sur les effectifs reliés à cet effet est limité au personnel en place et à leurs Fonctions de travail tel que déterminé par le Conseil municipal.

ALTERNATIVE

La municipalité pourrait refuser les options proposées et suggérer une autre alternative.

Préparée par :

**Révisée et approuvée pour la
considération du conseil par :**

A large, stylized handwritten signature in black ink, appearing to read 'Alain L. Castonguay'.

Alain L. Castonguay

Directeur des services physiques

A handwritten signature in black ink, appearing to read 'Linda D-Bergeron'.

Linda D-Bergeron CPA, CGA

Administratrice en chef

THE MUNICIPALITY OF CASSELMAN

BY-LAW NUMBER: 2019-XXX

BEING a by-law to appoint Building Inspectors and to repeal anterior relative by-laws

WHEREAS Subsection 3(2) of the Building Code Act, S.O. 1992, Chapter 23, requires the council of each municipality to appoint a chief building official and such inspector as are necessary for the enforcement of the Building Code Act;

AND WHEREAS the Council of The Municipality of Casselman deems it necessary and expedient to appoint inspectors to enforce the Building Code Act, the Regulations and by-laws thereunder in the absence of the Chief Building Official.

NOW THEREFORE the Council of The Municipality of Casselman **ENACTS** as follows:

1. That Todd Bayly is hereby appointed as Inspector for The Municipality of Casselman.
2. That André Brisson is hereby appointed as Inspector for The Municipality of Casselman.
3. That the Inspector shall have the same powers and authority for enforcement of the Building Code Act, the Regulations and by-laws thereunder as the Building Inspector.
4. That the Inspectors are hereby empowered to act, upon notice from our Chief Building Official and/or the Clerk of The Municipality of Casselman, when the Chief Building Official needs help for inspection and/or is absent, is unable to perform his duties for any of the following occasions or circumstances:
 - a. Annual leave or vacation;
 - b. Illness, disability or death;
 - c. Attendance at training courses, seminars or conferences;
 - d. Bereavement leave;
 - e. Attendance at court or legal proceedings; or
 - f. A conflict of interest.
5. That by-laws 2014-008, 2014-037, 2016-046 and 2017-029 are hereby repealed.
6. That this by-law shall come into force and take effect on the date of its final passing.

READ A FIRST, SECOND AND THIRD TIME AND PASSED IN OPEN COUNCIL THIS 24TH DAY OF SEPTEMBER, 2019.

Daniel Lafleur, Mayor

Sébastien Dion, Clerk

THE MUNICIPALITY OF CASSELMAN

BY-LAW NUMBER: 2019-XXX

BEING A BY-LAW TO AMEND THE SCHEDULE VIII OF BY-LAW 2006-182 REGULATING THE TRAFFIC AND PARKING ON THE HIGHWAYS WITHIN THE MUNICIPALITY OF CASSELMAN AS AMENDED.

WHEREAS *Section 11 of the Municipal Act 2001, S.O. 2001, c, 25* as amended provides that Council for municipalities may pass by-laws for the purpose of regulating traffic upon the highways under its jurisdiction.

WHEREAS *Section 11 of the Municipal Act 2001, S.O. 2001, c, 25* as amended provides that Council for municipalities may pass by-laws for the purpose of regulating parking upon the highways under its jurisdiction.

NOW THEREFORE the Council of The Municipality of Casselman **ENACTS** as follows:

1. That By-law number 2006-182 is hereby amended by deleting Schedule "VIII" in its entirety and replaced by a new Schedule "VIII" outlined in Schedule "A" hereto attached and forming part of this by-law;

READ A FIRST, SECOND AND THIRD TIME AND FINALLY PASSED this 24th day of September, 2019.

Daniel Lafleur, Mayor

Sébastien Dion, Clerk

Schedule A
THE MUNICIPALITY OF CASSELMAN

BY-LAW NO. 2006 – 182
AMENDMENT 2019-XXX

SCHEDULE “VIII”

FARM TRACTOR AND OVER DIMENSIONAL FARM VEHICLE

Section 36

Column 1 Highway	Column 2 Side	Column 3 Between	Column 4 Permitted Times or days
Principale Street East	Both	Montcalm Street and the Nation Municipality	all times
Principale Street West		St-Isidore Road and the Nation Municipality	
St-Isidore Road West	Both	St-Joseph Street and the Nation Municipality	all times
St-Isidore Road East		Principale Street and the Nation Municipality	
St-Joseph Street North	Both	St-Isidore Road and Dollard Street	all times
St-Jean Street	Both	Montcalm Street and Dollard Street	all times

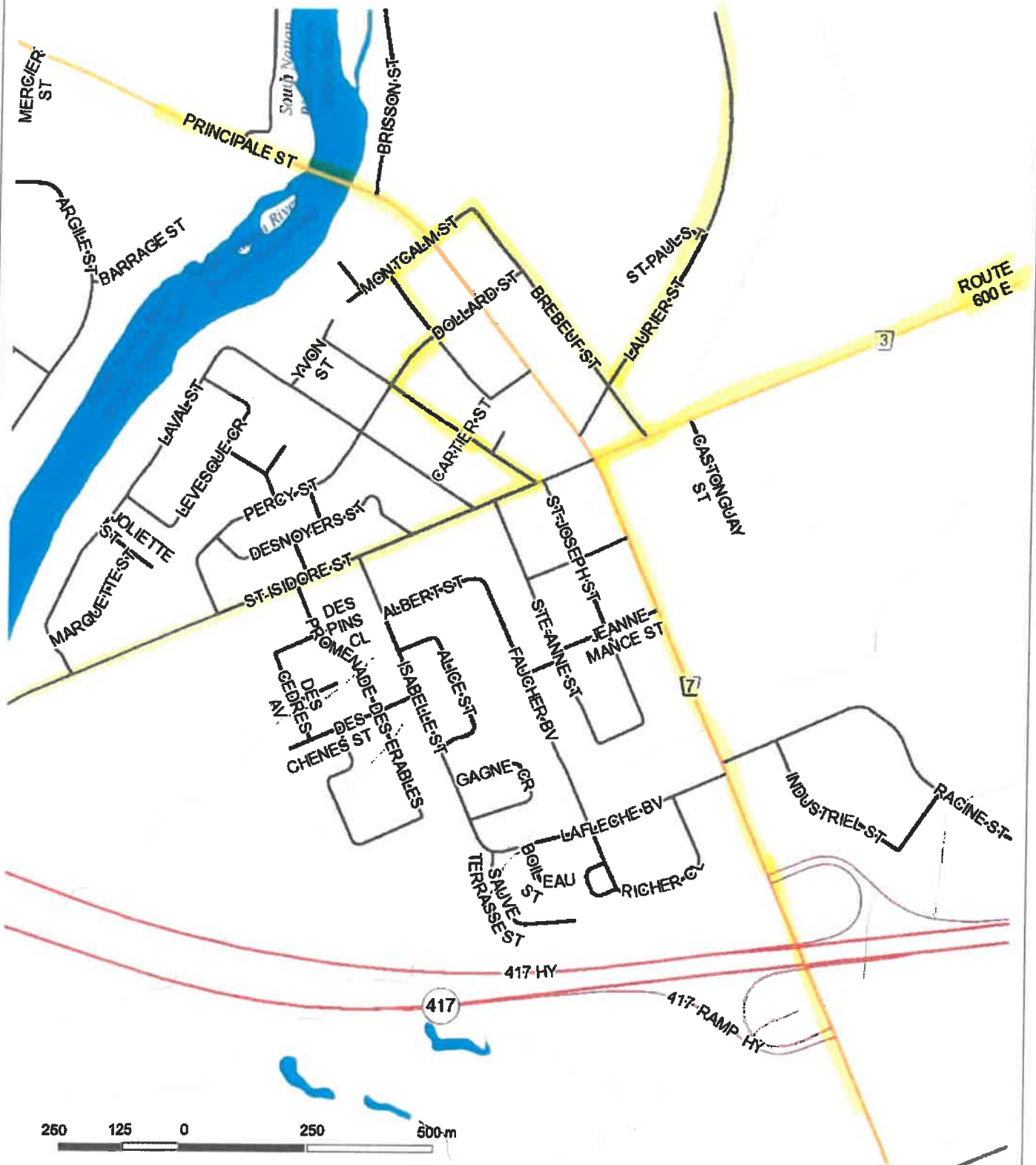
Dollard Street	Both	St-Joseph Street and St-Jean Street	all times
Laurier Street	Both	Brebeuf Street and the Nation Municipality	all times
Brébeuf Street	Both	Montcalm Street and St-Isidore Road	all times

This is amended Schedule "VIII" to by-law 2006-182, dated September 24th, 2019.

Daniel Lafleur, Mayor

Sébastien Dion, Clerk

Annexe A Schedule A



Carte générée par le site de cartographie web A la Carte. Les Comtés unis de Prescott et Russell déclinent toutes responsabilités pour les erreurs, les omissions ou les imprécisions contenues dans cette publication. Produite avec des données fournies sous licence avec le ministère des Richesses Naturelles. Ne pas s'y fier comme étant un indicateur précis des routes ou de l'emplacement des éléments. © 2019 Imprimeur de la Reine pour l'Ontario. © 2019 Comtés unis de Prescott et Russell. Tous droits réservés.

August 2, 2019
10:28:17 AM

Prescott
Russell

MUNICIPALITY OF CASSELMAN

BY-LAW NO. 2019-XXX

BEING A BY-LAW TO REGULATE OUTDOOR SOLID FUEL COMBUSTION APPLIANCES AND TO REPEAL BY-LAW 2017-069

WHEREAS *under Section 8 of the Municipal Act, 2001, S.O. 2001, c. 25, as amended*, the powers of a municipality shall be interpreted broadly so as to confer broad authority on the municipality to enable it to govern its affairs as it considers appropriate and to enhance the municipality's ability to respond to municipal issues;

AND WHEREAS *under Section 9 of the Municipal Act, 2001, S.O. 2001, c. 25, as amended*, a municipality has the capacity, rights, powers and privileges of a natural person for the purpose of exercising its authority under this or any other Act;

AND WHEREAS *under Section 11 (1) of the Municipal Act, 2001, S.O. 2001, c.25, as amended*, a lower-tier municipality may provide any service or thing that the municipality considers necessary or desirable for the public, subject to the rules set out in *subsection (4)*;

AND WHEREAS The Council of the Municipality of Casselman is empowered by *Section 125 of the Municipal Act, 2001, S.O. 2001, c. 25, as amended*, to regulate the use and installation of heating and cooking appliances;

AND WHEREAS pursuant to *Section 128 of the Municipal Act, 2001, S.O. 2001, Chap 25*, authorizes the Municipality of Casselman to prohibit and regulate with respect to public nuisances, including matters that, in the opinion of council, are or could become or cause public nuisances;

AND WHEREAS by motion 2019-373, the Council of the Municipality of Casselman deems it expedient to modify By-Law 2017-069 in order to completely ban outdoor solid fuel combustion appliances in the Municipality of Casselman.

NOW THEREFORE, the Council of the Municipality of Casselman enacts as follows:

1. That By-Law 2017-069 is hereby repealed
2. That this By-Law shall come into effect on the passing thereof

SHORT TITLE

This By-Law may be cited as the "Outdoor Solid Fuel Burning Appliances By-Law"

Part 1 DEFINITIONS

1.1 Definitions

In this By-Law,

“Barbecue” means but is not limited to portable appliance or grill intended for cooking food above open air fire;

“By-Law Enforcement Officer” means a Municipal Law Enforcement Officer of the Corporation of the Municipality of Casselman authorized by the Municipality of Casselman for the enforcement of By-Laws in its jurisdiction;

“Chief Building Official” means the Chief Building Official appointed pursuant to subsection 3(2) of the Ontario Building Code Act and by By-Law of the Corporation of the Municipality of Casselman for the purpose of enforcing the Act;

“Person” means an individual, business, a partnership or a corporation;

“Officer” means a Chief Building Official, Building Inspector or By-Law Enforcement Officer or other person appointed by By-Law to enforce the provision of a By-Law by the Municipality;

“Outdoor Solid Fuel Combustion Appliance (OSFCA)” means a solid fuel burning appliance which is used for the space heating of buildings, the heating of water or other such purpose and is located in a separate building or on the exterior of the building or pool to which it serves;

Part 2 GENERAL REQUIREMENTS

- 2.1 This By-Law applies to all lands within the geographic limits of the Municipality of Casselman.
- 2.2 No person shall install, use or maintain an outdoor solid fuel combustion appliance within the Municipality of Casselman.
- 2.3 This By-Law does not apply to barbecues or open-air fires.
- 2.4 The Chief Building Official or Municipal Law Enforcement officer may at any reasonable time, enter onto land for carrying out an inspection to determine whether or not the by-law is being complied with.

Part 3 EXISTING UNITS

- 3.1 The requirements of this By-Law apply to existing units.

Part 4
OFFENCES

- 4.1 Any person who contravenes any provisions of this By-Law is guilty of an offence recoverable under the Provincial Offences Act., R.S.O." 1990, and Chap 33 as amended.
- 4.2 Each period of three (3) months, on which a person contravenes any provision of this By-Law, shall be deemed to constitute a separate offence under this By-Law as provided for in section 429(2) of the Municipal Act, S.O. 2001, c. 25.
- 4.3 Every person shall comply with any order or notice issued to them under the authority of this By-Law.
- 4.4 Where a person is convicted of an offence under this By-Law, the Ontario Court of Justice or any court of competent jurisdiction thereafter may, in addition to any other penalty imposed on the person convicted, make an order prohibiting the continuation or repetition of the offence by the person convicted.
- 4.5 If a court of competent jurisdiction should declare any section or part of a section of this By-Law to be invalid, such section or part of a section shall not be construed as having persuaded or influenced Council to pass the remainder of the By-Law, and it is hereby declared that the remainder of the By-Law shall be valid and shall remain in force.
- 4.6 Where a provision of this By-Law conflicts with the provision of another By-Law in force within the Municipality, the provisions that establish the higher standards to protect the health, safety and welfare of the general public shall prevail.
- 4.7 No person shall hinder or obstruct, or attempt to hinder or obstruct, a Chief Building Official, a Building Inspector or a By-Law Enforcement Officer in the exercise of a power or the performance of a duty under this By-Law.
- 4.8 Every person who is convicted of an offence is liable to a fine not more than five thousand dollars as provided in the Provincial Offences Act.

READ A FIRST, SECOND AND THIRD TIME AND PASSED IN OPEN COUNCIL THIS 24th DAY OF SEPTEMBER 2019.

Daniel Lafleur, Mayor

Sébastien Dion, Clerk

Poubelles

Endroit	Adresse	volume	Suggestion
Milano pizza	777 Principal	pleine	enlever
Chez Juliette		3/4	garder
Ancien couvent	758 Principal	1/4	déménager
Casselman Hair Salon	751 Principal	1/2	garder
Andrée France	741 Principal	1/4	enlever
Karina's Pub	Principal/ St-Jean	1/2	garder
No Frills	Abris autobus	3/4	garder
Foodies Factory	725 Principal	1/4	enlever
Église/Presbitaire	716 Principal	1/4	enlever
Salon funéraire	709 Principal	1/4	enlever
Casselman Restaurant	701-703 Principal	3/4	garder
Casselman Restaurant (l'autre côté)	704-700 Principal	3/4	garder
Colonel Pizza	Principal- St-Isidore	1/4	enlever
Crossing Principal	Espace vert	1/2	enlever
Asian Bistro (l'autre côté)	645 Principal	1/2	garder
Drapeau Franco	a été enlever pendant la construction		garder
Principal/ Laflèche	Intersection	1/2	garder
Laflèche Blv	Canadian Tire	1/2	garder
Jeanne-Mance	Mon chez nous	1/8	garder
St-Isidore/Brébeuf	Intersection	3/4	garder
Brébeuf	Arrière du 750 Principal	1/2	garder
Bibliothèque	à l'entrée	1/2	garder

Remarques :

- Les poubelles que nous avons enlevées ont été évaluées et les bonnes ont été sablées et peinturées pour remplacer les poubelles brisées.
- La poubelle du Casselman Hair Salon au 751 Principal devrait être déménagée à l'intersection de Dollard et Principal.
- La poubelle en face du Casselman Restaurant entre le 700 et 704 Principal va être installée à côté du banc sur la base de béton.
- La poubelle en face du Asian Bistro devrait être installée avec le banc sur une base de béton.
- La poubelle en arrière du 750 Principal sur la Brébeuf était en plastique et nous l'avons changé pour une en métal qui a été peinturée à neuf.
- Nous avons enlevé le banc et la poubelle au drapeau Franco, car ils étaient où il faisait l'excavation du stationnement du St-Hubert. Nous attendons une directive à ce sujet-là.
- Nous allons continuer à peindre et changer des poubelles.
- Présentement, nous avons 4 poubelles brisées et/ou pourrîtes qui ne pourraient servir.

Document préparé par Eric Gadoua, Travaillant Surveillant Voirie
18 septembre 2019



Highway Standards Branch
301 St. Paul Street 2nd Floor
St. Catharines ON L2R 7R4
Tel.: 905-704-2089
Fax: 905-704-2055

Direction des normes routières
301 rue St. Paul, 2^e étage
St. Catharines ON L2R 7R4
Tél. : 905-704-2089
Téléc. : 905-704-2055



September 6, 2019

His Worship Daniel Lafleur
Mayor
Village of Casselman
751 St-Jean Street, Box 710
Casselman, ON K0A 1M0

Dear Mayor Lafleur:

The Minister of Transportation announced on May 10, 2019 that the province is reviewing speed limits by launching a two-year pilot to raise speed limits on select freeways. Three sections of highways are planned as pilot locations in Southern Ontario where the highway speed will be posted at 110 km/h starting in September:

- Highway 402 from London to Sarnia;
- the Queen Elizabeth Way (QEW) from St. Catharines to Hamilton; and
- Highway 417 from Ottawa/Gloucester to Ontario/Quebec border.

The Ministry of Transportation is exploring options for a fourth pilot in Northern Ontario.

As part of this review, the Ministry of Transportation is conducting consultations to provide the opportunity for feedback as well as identify potential issues that should be considered. The review will include a program to monitor any changes to motorists' speeds in the pilot areas and any impacts to the number and severity of collisions.

Please find attached, consultation material detailing the speed limit pilot and general background information on speed limits in Ontario to be shared with appropriate staff. The Ministry of Transportation would appreciate your comments on the proposal by October 28, 2019. Please provide your written feedback regarding the speed limit pilot to Daniel Prelipcean at Daniel.Prelipcean@ontario.ca.

Thank you in advance for your participation.

Sincerely,

A handwritten signature in black ink, appearing to read "D. Remollino".

Dan Remollino P. Eng.
Director

Attachment

c: Linda Desjardins-Bergeron, Chief Administrative Officer

Projet pilote sur les limites de vitesse

Consultation des ministères et municipalités

Août 2019

Résumé

- Le 1^{er} mai 2019, le Ministère a annoncé que le gouvernement provincial envisageait de revoir les limites de vitesse au moyen d'un projet pilote et de consultations.
- Le 10 mai 2019, il a apporté des précisions.
 - Dès septembre 2019, la vitesse passera à 110 km/h sur les tronçons d'essai suivants :
 - autoroute 402, de London à Sarnia (84 km);
 - autoroute QEW, de Hamilton à St. Catharines (39 km);
 - autoroute 417, de l'est d'Ottawa à la frontière entre le Québec et l'Ontario (100 km).
 - Il étudie la possibilité d'ajouter un quatrième tronçon dans le Nord de l'Ontario.
- En plus de ces tronçons d'essai, le Ministère entreprendra des consultations pour discuter des limites de vitesse sur les routes provinciales de façon générale.

Contexte – Limites de vitesse sur les routes provinciales

- Les routes de l'Ontario sont parmi les plus sécuritaires de l'Amérique du Nord.
- Le Ministère évalue périodiquement les limites de vitesse de la province pour s'assurer qu'elles sont appropriées au moyen de facteurs tels que la conception des routes, le débit de circulation, la vitesse maximale réalisable moyenne et les tendances en matière de collisions.
- L'objectif de la proposition est d'harmoniser la vitesse sur les routes de l'Ontario avec celle des autres provinces qui l'ont fait passer à plus de 100 km/h sur certaines routes et de faire cadrer les limites affichées avec les vitesses maximales réalisables.
- La vitesse maximale réalisable sur les autoroutes de la série 400 varie entre 96 et 114 km/h, et les vitesses du 85^e centile* vont de 110 à 124 km/h.
- L'application appropriée de la loi sur les tronçons d'essai contribuera à la mise en œuvre sécuritaire du projet pilote, qui vise à évaluer les répercussions des hausses de limite de vitesse sur les routes provinciales.

* La vitesse du 85^e centile correspond à la vitesse maximale à laquelle circulent 85 % des véhicules. Cette vitesse est souvent considérée comme un indicateur de limite appropriée, en partant du principe que les conducteurs circulent à une vitesse qu'ils estiment raisonnable pour éviter une collision.

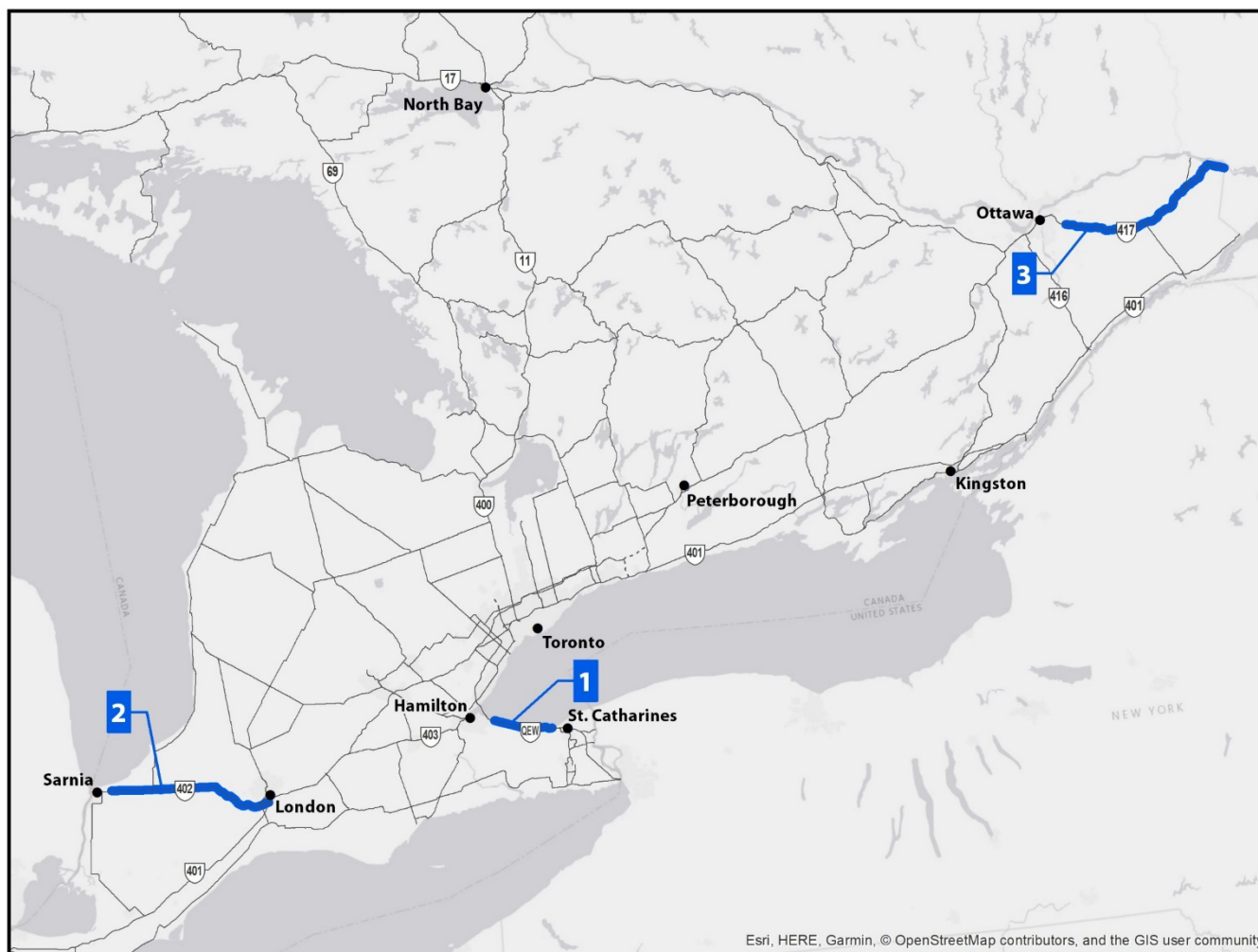
Projet pilote sur les limites de vitesse – Points importants

- **Choix des tronçons d’essai** : Tronçons de route à accès limité où il est possible de circuler de façon sécuritaire à 110 km/h.
- **Application de la loi** : Application appropriée de la loi par le ministère du Solliciteur général et les services policiers pour les véhicules dépassant la vitesse affichée sur les tronçons d’essai.
- **Disposition législative sur les limiteurs de vitesse pour camions** : La limite de 105 km/h est maintenue partout dans la province, même sur les tronçons d’essai.
- **Disposition législative sur les manœuvres périlleuses** : Il est suggéré d’appliquer la disposition à 150 km/h lorsque la limite de vitesse est supérieure à 100 km/h, mais de conserver la règle du 50 km/h au-dessus de la limite dans les autres cas (pour en savoir plus, voir l’annexe A).
- **Durée du projet** : Deux ans, pour permettre l’évaluation du projet.
- **Panneaux** : Des panneaux de sécurité routière et de limite de vitesse seront installés pour aviser les conducteurs.
- **Mise en œuvre proposée** : Septembre 2019.

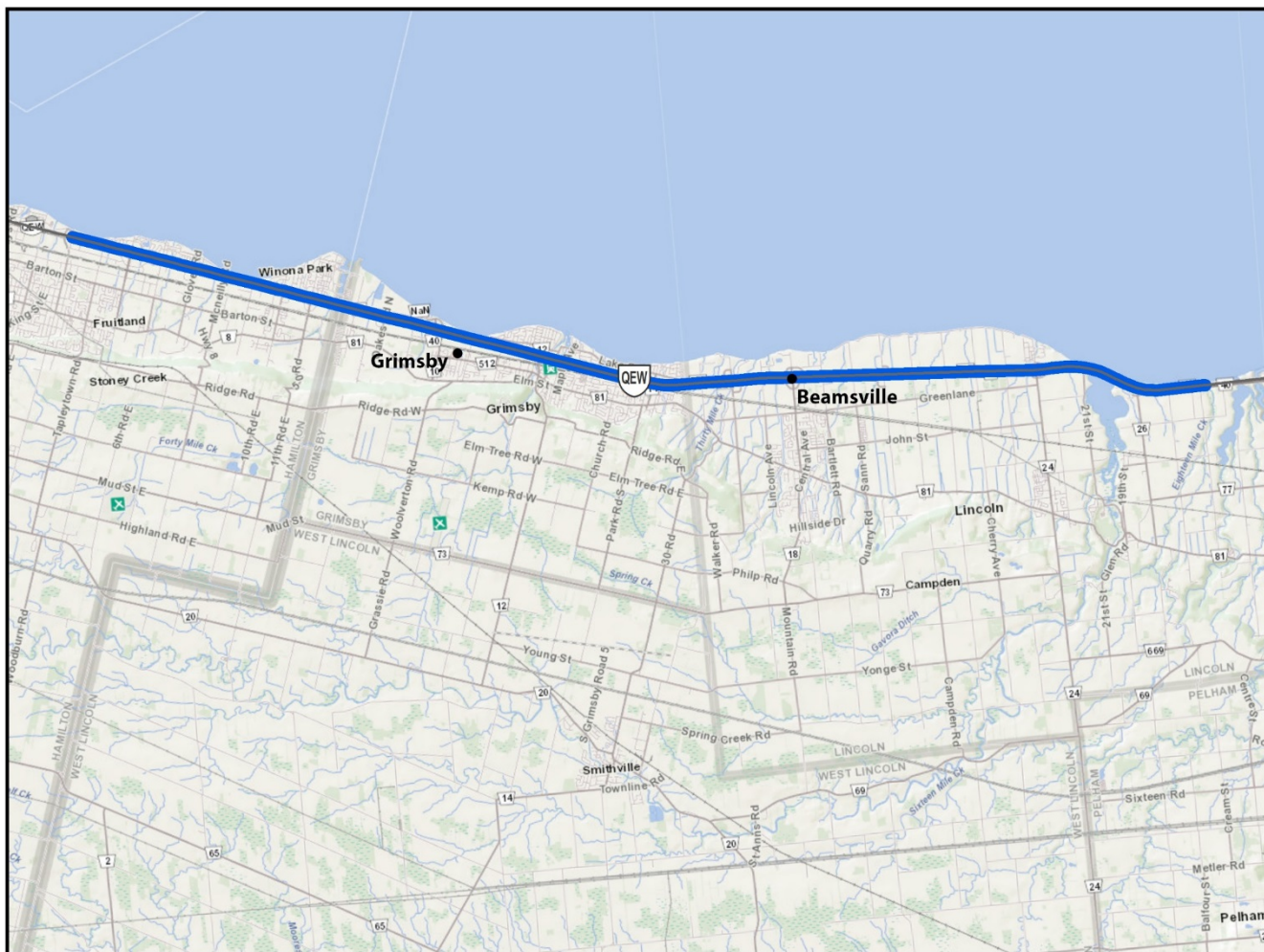
PROJET PILOTE SUR LES LIMITES DE VITESSE – CHOIX DES TRONÇONS D’ESSAI

- Des tronçons de toutes les autoroutes de la série 400 et routes provinciales à chaussées séparées et à accès limité ont été envisagés, sauf s’ils présentaient les caractéristiques suivantes :
 - Problèmes de sécurité
 - Congestion routière élevée
 - Réseaux de voies principales et collectrices
 - Longueur restreinte
 - Échangeurs rapprochés
- Une étude est toujours en cours pour un tronçon d’essai dans le Nord de l’Ontario.

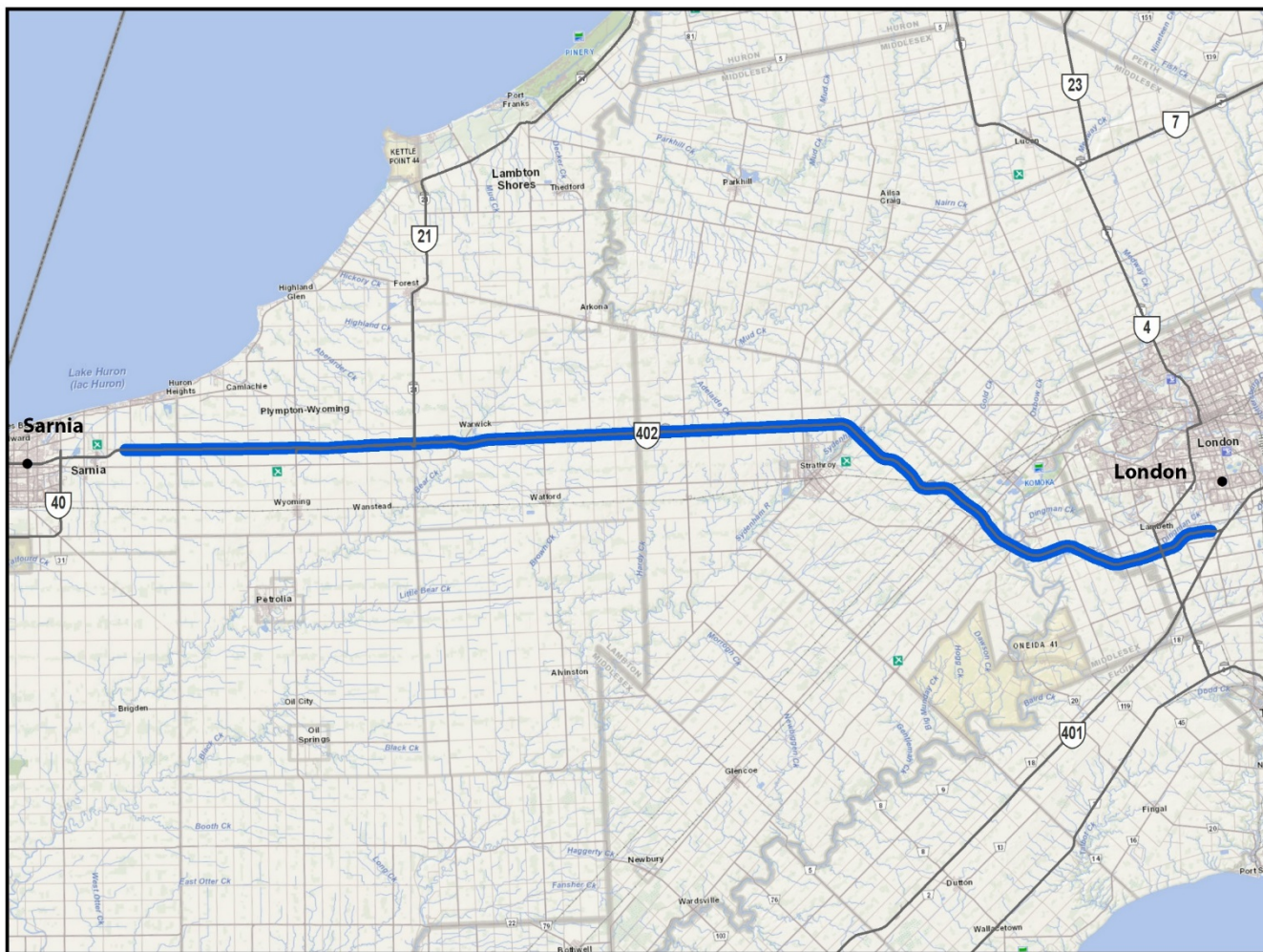
PROJET PILOTE – APERÇU DES TRONÇONS



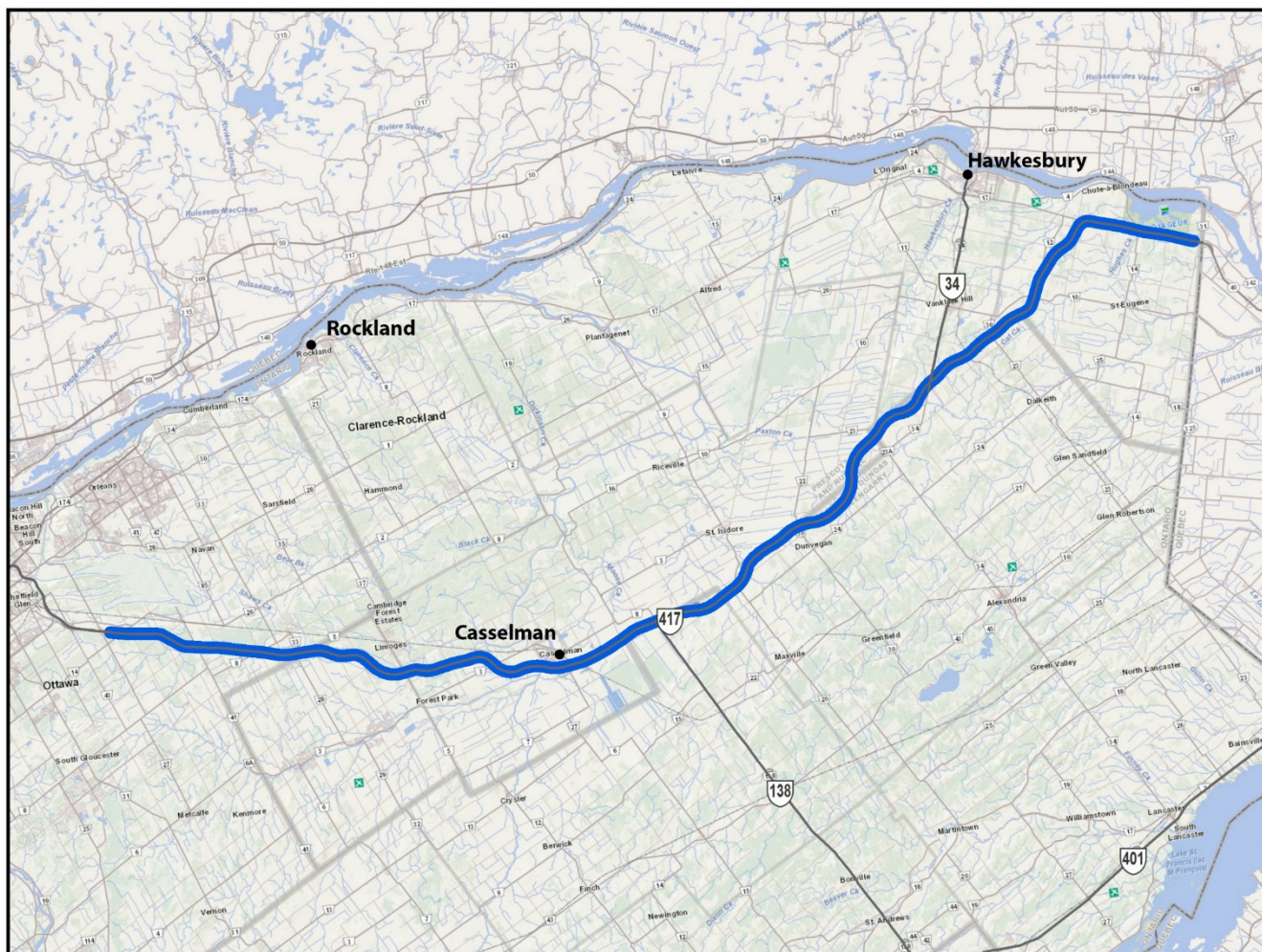
PROJET PILOTE – 1. AUTOROUTE QEW



PROJET PILOTE – 2. AUTOROUTE 402



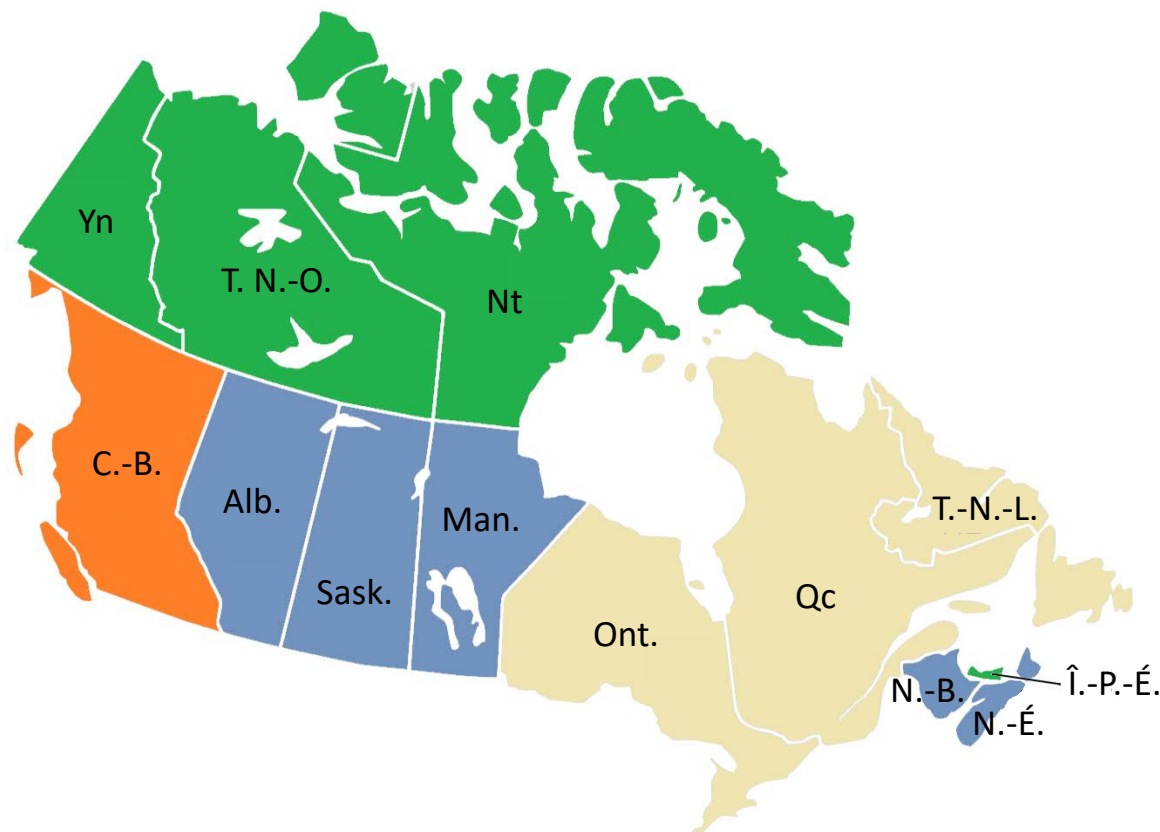
PROJET PILOTE – 3. AUTOROUTE 417



AILLEURS AU CANADA

- À l'heure actuelle, on trouve des limites de vitesse supérieures à 100 km/h sur certains tronçons de route dans six provinces (Alberta, Colombie-Britannique, Manitoba, Nouveau-Brunswick, Nouvelle-Écosse et Saskatchewan).
- L'examen 2018 des hausses de limite de vitesse et des baisses qui ont suivi sur certains tronçons de la Colombie-Britannique montre que le nombre total d'accidents graves a augmenté de 11,1 %; sur les tronçons où la limite a été haussée, le 85^e centile a augmenté de 58 %, et le nombre total de collisions, de 52 %.
- En observant ce qui s'est fait ailleurs, on constate qu'aucune province n'a introduit la hausse par un projet pilote. Le Ministère recommande un projet pilote pour bien évaluer les répercussions de la hausse de limite sur la sécurité et la circulation.
- Aux États-Unis, la vitesse maximale sur les autoroutes inter-États varie entre 60 mi/h (97 km/h) et 85 mi/h (137 km/h); dans 17 états, elle se situe à 75 mi/h (121 km/h) ou plus (sauf pour une à l'ouest du Mississippi); dans 24 autres, elle est fixée à 70 mi/h (113 km/h).

INFORMATION SUR CE QUI SE FAIT AILLEURS AU CANADA



-  Vitesse max. affichée: 90 km/h
-  Vitesse max. affichée: 100 km/h
-  Vitesse max. affichée: 110 km/h
-  Vitesse max. affichée: 120 km/h

N. B. :

Le Manitoba, l'Alberta, le Québec et la Saskatchewan utilisent des radars photo.

Lorsque la limite affichée est supérieure ou égale à 110 km/h, ces dispositifs ne sont utilisés que sur certains tronçons.

INFORMATION SUR CE QUI SE FAIT AILLEURS AU CANADA (SUITE)

PROVINCE	LIMITE MAXIMALE (km/h)	DATE DE LA HAUSSE	PROJET PILOTE	VITESSE CONTRÔLÉE AUTOMATIQUEMENT AU DÉBUT DU PROJET PILOTE	VITESSE CONTRÔLÉE AUTOMATIQUEMENT APRÈS
Alberta	110	1993	Non	Non	Non*
Colombie-Britannique	120	2014	Non	Non	Non
Manitoba	110	2009	Non	Non	Non*
Nouveau-Brunswick	110	2001	Inconnu	Non	Non
Nouvelle-Écosse	110	1997	Non	Non	Non
Saskatchewan	110	2008	Non	Non	Non*

* Les radars photo sont utilisés dans ces provinces, mais généralement, ils ne le sont que sur des tronçons à risque élevé, comme aux intersections en milieu urbain ou dans les zones scolaires. En Saskatchewan, on les trouve aussi sur les routes dont la limite maximale est fixée à 90 km/h.

PROCHAINES ÉTAPES

Consultation et approbation

- Consultation d'autres ministères et d'acteurs externes.
- Approbation des politiques et de la réglementation du projet.

Mise en œuvre

- La mise en œuvre se fera en septembre 2019.

Après la mise en œuvre

- Évaluation et surveillance du projet pendant deux ans (collecte et examen des données sur la vitesse et les collisions).
- Étude de mesures de sécurité complémentaires par d'autres modifications législatives et réglementaires : modification du barème des amendes pour excès de vitesse (*Code de la route*), des points d'inaptitude (Règlement de l'Ontario 339/94), des vitesses maximales variables (*Code de la route*), des mesures pour inciter les conducteurs lents à circuler à droite (*Code de la route*), etc.

ANNEXE A : DISPOSITION LÉGISLATIVE SUR LES MANŒUVRES PÉRILLEUSES

- La modification de l'article 172 du *Code de la route*, qui concerne les conducteurs qui font de la course, des concours ou des manœuvres périlleuses, est en vigueur depuis le 30 septembre 2007.
- Le règlement pris en application de cet article (Règlement de l'Ontario 455/07) définit les principaux termes utilisés dans le *Code de la route*, notamment « course », « concours » et « manœuvre périlleuse ».
 - Ces définitions englobent plusieurs comportements très risqués, comme conduire à une vitesse qui est de 50 km/h ou plus au-delà de la vitesse maximale; conduire d'une manière indiquant son intention d'empêcher qu'un autre véhicule ne double; empêcher intentionnellement le passage d'un autre véhicule et conduire trop près d'un autre véhicule, d'un piéton ou d'un objet fixe de façon intentionnelle.
- Peines possibles en cas de course :
 - mise en fourrière immédiate du véhicule et suspension du permis pendant sept jours;
 - amende entre 2 000 \$ et 10 000 \$ (il s'agit de l'amende la plus élevée au pays pour cette infraction);
 - peine d'emprisonnement maximale de six mois;
 - suspension du permis pendant deux ans au plus pour une première déclaration de culpabilité, et pendant 10 ans au plus pour une deuxième déclaration de culpabilité en 10 ans, ou six points d'inaptitude.

Le 6 septembre, 2019

Monsieur Daniel Lafleur, maire
Village de Casselman
751 rue St-Jean
C.P. 710
Casselman ON K0A 1M0

Objet : Demande pour carrefour giratoire

Monsieur,

Le comité des Travaux publics s'est réuni le 14 août dernier et votre demande concernant l'objet précité y a été discutée.

Sur ce, nous désirons vous informer que le Conseil des Comtés unis, à sa réunion régulière du 28 août dernier, a adopté la recommandation du Comité des Travaux publics d'inclure dans les discussions sur le budget 2020, l'embauche d'un consultant pour analyser l'intersection et la faisabilité de l'installation d'un carrefour giratoire et que les coûts de l'étude soient payés à parts égales entre les Comtés et le Village de Casselman.

De plus, tel que demandé lors de la dernière réunion du Conseil, vous pouvez adresser le Comité sur le sujet à la réunion du 10 septembre prochain.

J'espère le tout à votre entière satisfaction et vous prie d'agréer, Monsieur, l'expression de nos sentiments les meilleurs.

Le directeur des Travaux publics et de la voirie de comté,



Marc Clermont, P. Eng.
/jl



Le 12 septembre 2019

Ministère de l'Environnement, de la Protection de la nature et des Parcs
Cabinet du ministre
777, rue Bay, 5e étage
Toronto, ON
M74 2J3

Honorable Ministre Yurek,

Le 16 août 2019, avant la conférence de l'Association des municipalités de l'Ontario (AMO) à Ottawa, vous avez envoyé une lettre à chaque maire des municipalités membres relevant de la compétence de la Conservation de la Nation Sud. Cette lettre est jointe à la présente pour en faciliter la consultation.

Durant la séance de questions-réponses à micro ouvert de l'AMO, des commentaires ont été faits au sujet des offices de protection de la nature et du manque de responsabilisation envers les municipalités. En tant que président du conseil d'administration de la Conservation de la Nation Sud, j'ai pu voir que cet organisme travaille intelligemment, avec ardeur, et d'une manière rentable avec les municipalités qui en sont membres.

Par exemple, le ministre Clark se souviendra des efforts que nous avons déployés pour rationaliser la multitude d'approbations requises pour le port de Johnstown et le canton d'Edwardsburgh-Cardinal. Nous réalisons avec succès des projets comme celui-ci, en plus de nous acquitter de notre mandat principal.

Pour chaque dollar municipal que nous recevons : nous recueillons deux dollars supplémentaires. Cet argent signifie des emplois et des investissements dans nos municipalités.

Notre bureau est une école rénovée : rien d'extraordinaire, mais c'est un lieu important dans notre collectivité. Le bâtiment est resté vide pendant des années après la fermeture de l'école. Le soir, c'est maintenant un lieu de rencontre pour les groupes communautaires (4-H, groupes de pêcheurs à la ligne, comités agricoles, comités de loisirs, etc.); le jour, c'est un lieu d'emploi local et de développement économique rural.

Si l'Ontario veut rester « ouvert aux affaires », dans des collectivités comme la nôtre, c'est ici que ça commence : nos emplois d'été, l'embauche de nouveaux diplômés, notre capacité de tirer le maximum d'un dollar et d'offrir une valeur ajoutée.

Monsieur le ministre, nous savons que vous avez entendu de nombreux témoignages de nombreux groupes. Bref, certaines municipalités et certains résidents appuient et apprécient le travail des offices de protection de la nature, d'autres non. La conservation n'est pas toujours un travail populaire, mais c'est néanmoins un investissement nécessaire et utile.



SOUTH NATION
CONSERVATION
DE LA NATION SUD

À la conférence de l'AMO, notre directrice générale, Angela Coleman, et moi-même, avons eu l'occasion de parler avec nos maires (comme nous le faisons toujours aux conférences municipales). Ensemble, avec nos municipalités membres, nous avons également participé à des délégations du ministère des Affaires municipales et du Logement, et du ministère des Richesses naturelles et de la Foresterie. Notre demande de rencontre avec votre ministère reste sans réponse.

J'ai le plaisir de vous inviter à une rencontre. Je sais qu'il y a beaucoup d'endroits où l'on demande votre présence, mais nous serions honorés de vous accueillir à notre bureau à Finch, en Ontario.

En outre, nous invitons les autres députés provinciaux de la région et les ministres intéressés à se joindre à nous.

Votre lettre indique que vous êtes impatient de recevoir d'autres commentaires et recommandations. Monsieur le Ministre, de concert avec nos municipalités partenaires, nous sommes impatients de vous les transmettre.

Pour prendre rendez-vous, veuillez communiquer avec notre bureau au (613) 984-2948 ou avec notre directrice générale, Angela Coleman, à acoleman@nation.on.ca.

Meilleures salutations,

Bill Smirle
Président

cc : L'honorable Steve Clark, ministre des Affaires municipales et du Logement
L'honorable John Yakabuski, ministre des Richesses naturelles et des Forêts
Jim McDonnell, député provincial, adjoint parlementaire du ministre des Affaires municipales et du Logement
Goldie Ghamari, députée provinciale
Maires, municipalités relevant de la compétence de la Conservation de la Nation Sud

THE MUNICIPALITY OF CASSELMAN

BY-LAW NO. 2019-XXX

BEING A BY-LAW TO CONFIRM CERTAIN PROCEEDINGS OF COUNCIL OF THE MUNICIPALITY OF CASSELMAN FOR ITS REGULAR MEETING HELD September 24th, 2019.

WHEREAS under *Section 8 of the Municipal Act, 2001, S.O. 2001, c.25, as amended*, the powers of a municipality shall be interpreted broadly to enable it to govern its affairs as it considers appropriate and to enhance the municipality's ability to respond to municipal issues;

And WHEREAS under *Section 9 of the Municipal Act, 2001, S.O. 2001, c.25, as amended*, a municipality has the capacity, rights, powers and privileges of a natural person for the purpose of exercising its authority under this or any other Act;

And WHEREAS under *Section 11 (1) of the Municipal Act, 2001, S.O. 2001, c.25, as amended*, a lower-tier municipality may provide any service or thing that the municipality considers necessary or desirable for the public, subject to the rules set out in *subsection (4)*;

And WHEREAS it is the desire of the Council of The Municipality of Casselman to confirm proceedings and By-laws.

NOW THEREFORE the Council of The Municipality of Casselman hereby enacts the following as a by-law:

1. That the action of the Council at its meetings held on September 24th, 2019 with respect to each recommendation, by-law and resolution and other action passed and taken or direction given by Council at its said meeting, is, except where the prior approval of the Ontario Municipal Board is required, hereby adopted, ratified and confirmed.
2. That the Mayor, or in his absence the presiding officer of Council, and the proper officials of the municipality are hereby authorized and directed to do all things necessary to give effect to the said action or to obtain approvals where required, and except where otherwise provided, the Mayor, or in his absence the presiding officer, and the Clerk and Deputy Clerk are hereby directed to execute all documents required by statute to be executed by them, as may be necessary in that behalf and to affix the corporate seal of the municipality to all such documents.

READ A FIRST, SECOND and THIRD TIME and FINALLY PASSED this 24th day of September 2019.

Daniel Lafleur, Mayor

Sébastien Dion, Clerk